

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 11 ET SAMEDI 12 NOVEMBRE 1977 - N° 555 Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Les suites  
de la campagne  
contre le Polisario

## Attentat contre le Consulat d'Algérie à Strasbourg

L'attentat contre le Consulat d'Algérie à Strasbourg, revendiqué par un soi-disant «groupe pour la libération des otages français du Polisario», aurait fait d'importants dégâts matériels. Dans le passé déjà, Strasbourg avait été le théâtre de nombreux attentats racistes perpétrés contre des travailleurs algériens.

D'autres attentats du même genre ne sont-ils pas à craindre dans le «climat» actuel ? Chaque fois que la bourgeoisie française a voulu imposer ses intérêts contre l'Algérie, depuis l'indépendance de ce pays, ce sont les ressortissants algériens en France qui en ont été les premières victimes. Ce fut le cas en 1971, lorsque la France s'opposait aux revendications algériennes sur le pétrole, ce fut le cas aussi en 73, lors de la mise en œuvre de la circulaire Fontanet.

Chaque fois, les agressions racistes sont apparues comme le prolongement de campagnes soigneusement orchestrées. Peut-être nous dira-t-on aujourd'hui que l'attentat de Strasbourg est un fait isolé mais, n'est-il pas puissamment «aidé» par la campagne actuelle contre l'Algérie et le peuple sahraoui ? Et que risquent les auteurs de tels actes de la part des autorités françaises ? Celles-ci n'ont pas jusqu'à présent fait preuve de beaucoup de zèle dans la recherche des coupables des crimes précédents.

## MONTEFIBRE: TRAINÉS EN JUSTICE!

Pour s'être opposés  
à l'arrêt des installations,  
11 responsables syndicaux  
devant les tribunaux



C'est au début de cette semaine que les travailleurs de Montéfibre prenaient la décision de réintégrer progressivement leurs locaux. L'objectif poursuivi était d'obtenir de la direction de la Montédison le versement de leurs salaires.

Alors que le travail n'a pas repris, les grévistes ont du, depuis jeudi, s'opposer fermement à l'arrêt des installations, prévu par la direction dans son dernier «plan de sauvetage». Cet arrêt aurait pour conséquence le licenciement de 283 travailleurs et la «reprise» des quelques 700 autres... 20 heures par semaine ! Jeudi, les travailleurs avec leurs organisations syndicales ont éconduit fermement deux ingénieurs de la Montédison qui avaient l'intention de procéder à l'arrêt de plusieurs installations. Face à cela, la direction a engagé l'épreuve de force, en entraînant 11 délégués devant les tribunaux, afin d'obtenir leur expulsion de l'usine ! La lutte des Montéfibre arrive donc à un tournant crucial. Ils doivent avoir tout notre soutien !

Voir P.8

Voir P.3

## ISRAËL MASSACRE AU SUD-LIBAN

Ce n'est pas une simple opération militaire qu'Israël a organisée contre le Sud-Liban dans la journée du mercredi 9 juin. C'est l'application d'un plan de massacre systématique, contre les villes et les villages libanais, contre les camps palestiniens.

D'abord, les avions, puis l'artillerie à longue portée et les unités de marins ont bombardé successivement treize villages libanais, la ville

de Tyr, trois camps palestiniens, les villages de Kham et Nabatieh. Les habitations, les concentrations de population étaient la cible unique des tueurs israéliens.

Cette politique de génocide accompagne toute l'histoire de l'Etat sioniste. Elle est l'un des fondements de sa création, elle fut l'un des moyens pour son établissement et son expansion, elle est au-

jourd'hui le moyen auquel le gouvernement Begin recourt pour maintenir cette base d'agression contre la volonté du peuple palestinien et des peuples arabes de la région.

En mettant sur pied cette opération, Israël a voulu intimider l'Etat libanais. Lors de sa précédente tentative pour «nettoyer» le Sud-Liban Israël avait subi un important échec, sous les coups des forces pales-

tiniennes qui sont dans cette région, la principale force militaire s'opposant à son expansion.

Par ses massacres, Israël voudrait obtenir, ce qu'il n'a pu obtenir par une opération : que l'Etat libanais s'engage à chasser les Palestiniens du Sud-Liban.

LE TEMIK 1 000 FOIS  
PLUS TOXIQUE  
QUE L'OXYDE  
DE CARBONE



## GREVE A «LA LITTORALE» (BÉZIERS)

Trois travailleurs gravement intoxiqués, un quatrième brûlé, tout cela en un mois, à l'usine chimique «La Littorale» de Béziers. Ces quatre «accidents» ont une même cause : les émanations toxiques du produit fabriqué dans l'usine : le Temix, pesticide utilisé dans la culture des betteraves, 1 000 fois plus toxique que l'oxyde de carbone ! Les travailleurs sont en grève illimitée pour la sécurité et celle de la population !

Voir P.3

## La gauche : désaccord en 55 minutes

Mercredi après-midi, les représentants des trois partis signataires du Programme commun se sont rencontrés au siège des radicaux de gauche, et se sont séparés après 55 minutes sur un nouveau constat de désaccord. Plus qu'une volonté d'entente immédiate, cette réunion était le produit de la tentative des différentes composantes de la gauche pour apparaître «unitaires».

Voir P.6

## PCF : Comité central spectacle

Jeudi, au siège du PCF, c'était pour la première fois de son histoire, un comité central du PCF ouvert à la presse. Naturellement, ce n'est pas à cette occasion que les dirigeants du PCF auront montré les difficultés qu'ils peuvent connaître entre eux.

Voir P.7

## Boulangers : 2<sup>e</sup> jour de grève

Les boulangers de la région parisienne poursuivent leur grève pour la seconde journée consécutive, certains parlent même de continuer jusqu'à lundi. C'est selon eux le seul moyen d'obtenir satisfaction, c'est-à-dire, la levée de la taxation sur les croissants, pains au chocolat... Cette grève commence à créer de sérieux problèmes aux travailleurs qui ne trouvent plus de pain.

Voir P.5

11 novembre 1918 :  
la guerre était terminée

A L'INTERIEUR :  
GREVES OUVRIERES  
ET PROFITEURS  
DE GREVE

(LIRE NOTRE ARTICLE PAGE 9)

# La Révolution d'Octobre et les falsifications du PCF - 2 -

Par Jean-Paul GAY

● Un des thèmes le plus couramment agités par les « penseurs » du PCF dans leur entreprise pour ranger les leçons universelles de la Révolution d'Octobre, au magasin des accessoires, est celui de « la majorité du peuple » : selon eux, l'insurrection aussi bien que la dictature du prolétariat ne seraient inévitables que dans la mesure où la volonté d'une transformation socialiste de la société reste minoritaire, par contre on pourrait parfaitement en faire l'économie dès lors que le peuple est majoritairement favorable à une telle transformation. « La révolution peut être pacifique », écrivent Fabre, Hincker et Sève, dans *Les communistes et l'État*, « à condition, d'abord et avant tout, que la cause des transformations révolutionnaires ait gagné la majorité du peuple, et plus cette majorité est forte, plus l'adversaire peut être mis dans l'incapacité de recourir à la violence, plus le caractère pacifique de la révolution peut être assuré ». Admettant que les bolchéviks ont lutté avant octobre 17, pour « conquérir la majorité » ils estiment que les conditions n'étaient pas réunies pour conquérir une « majorité » suffisante, du coup le recours à l'insurrection s'est imposé, en désespoir de cause comme inévitable, ceci à la différence selon eux de ce qui est devenu possible en France aujourd'hui. Autrement dit, alors que le passage pacifique au socialisme serait la conséquence de l'existence d'une majorité favorable, l'insurrection et l'instauration de la dictature du prolétariat seraient, elles, synonymes de processus minoritaire. Mais la « majorité », dont ils nous parlent, que recouvre-t-elle ? Les auteurs de *Les communistes et l'État* grands clercs, estiment que la réflexion de Lénine sur les conditions du passage pacifique dont « on doit bien convenir, disent-ils, qu'elle reste, extrêmement circonscrite », a joué « un rôle considérable dans le développement ultérieur de la réflexion sur la possibilité d'un passage pacifique au socialisme notamment chez Maurice Thorez et Waldeck Rochet ». Mais l'interprétation de ces chefs « historiques » du révisionnisme français, concernant la conquête de la « majorité du peuple » a-t-elle quelque chose à voir avec la conception qu'en avaient Lénine et le parti bolchévik dans la Révolution d'Octobre ?

De fait, tout au long du processus qui conduit à l'insurrection d'octobre 17, les Bolchéviks ont mené une lutte incessante pour rallier les larges masses du peuple, à l'idée de l'abolition de la dictature des classes exploiteuses, pour la satisfaction immédiate des revendications qu'étaient la paix, la suppression de la famine, la redistribution des terres, notamment les terres seigneuriales aux petits paysans. Mais à aucun moment, les Bolchéviks n'ont établi un lien de cause à effet entre l'adhésion de la majorité du peuple à l'objectif de la révolution et le passage pacifique au socialisme. Pendant toute une période, entre février et juillet 17, et à nouveau en septembre, Lénine envisage la possibilité d'une « révolution pacifique », dans la mesure où le gouvernement bourgeois est en position de grande faiblesse face à des soviets de travailleurs armés, appuyés par une partie de plus en plus importante de l'armée.

Lorsque l'évolution des circonstances, notamment l'attitude conciliatrice des responsables du Comité exécutif des Soviets à l'égard du gouvernement bourgeois, permettent à celui-ci d'envisager des attaques importantes contre les masses, l'insurrection apparaît dès lors comme la seule issue. Mais, l'insurrection n'est pas pour autant aussitôt décrétée, car pour Lénine et les Bolchéviks, le fait d'avoir la majorité avec soi, c'est-à-dire ici notamment la majorité de la classe d'avant-garde, la majorité des éléments des grandes concentrations ouvrières, est la condition impérative du déclenchement de l'insurrection.

## LA CONQUÊTE DE LA MAJORITÉ. CONDITION DE L'INSURRECTION

Lorsque, le 10 octobre 1917, le comité central du parti bolchévik décida du déclenchement imminent de l'insurrection, il indiquera alors dans une résolution que l'insurrection est mise à l'ordre du jour par une série de faits

dont l'un des plus importants est « la conquête par le parti du prolétariat, de la majorité dans les Soviets », ceux-ci regroupant à ce moment la grande masse des ouvriers, et nombreux paysans, sous l'uniforme.

Cinq mois plus tôt, dans une résolution, le parti bolchévik avait indiqué : « Le mot d'ordre « A bas le gouvernement provisoire ! » n'est pas juste en ce moment, car tant qu'au sein du peuple une majorité solide (c'est-à-dire consciente et organisée) ne se sera pas ralliée au prolétariat révolutionnaire, un tel mot d'ordre n'est qu'une phrase en l'air, ou bien conduit objectivement à s'engager dans une voie d'aventures ».

Peu après, Lénine déclarait : « La majorité de la population, c'est-à-dire les Soviets, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, serait pleinement en mesure de sauver la situation, d'empêcher les capitalistes de désorganiser et d'arrêter la production, de prendre celle-ci immédiatement, effectivement sous son contrôle, n'était la politique « conciliatrice » des chefs populistes et mencheviks. Ils portent toute la responsabilité de la crise et de la catastrophe ».

Seulement, ces chefs ont été portés à la tête des Soviets en février par les masses elles-mêmes, illusionnées quant à la position de ces prétendus défenseurs de leurs intérêts.

Aussi faut-il attendre que les masses les rejettent, et œuvrer pour accélérer leur prise de conscience, car quels que soient les désirs d'aller plus vite « il n'y a pas », dit Lénine, de solution en dehors de la décision prise par la majorité ouvrière et paysanne contre la minorité capitaliste ».

En septembre, les circonstances ayant changé, Lénine écrit : « Les 3 et 4 juillet, on pouvait sans pécher contre la vérité poser ainsi le problème : il serait préférable de prendre le pouvoir, si non nos ennemis nous accuseraient de toute façon de sédition et nous traiteraient comme des factieux. Mais on ne pouvait en conclure à l'utilité de prendre alors le pouvoir, car les condi-

tions objectives pour la victoire de l'insurrection n'étaient pas réalisées ».

## LES CONDITIONS A RÉALISER

Parmi les conditions non réalisées, Lénine cite au premier plan : « Nous n'avons pas encore derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution. Nous n'avons pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des deux capitales. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux Soviets. Elle a été créée uniquement par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des « répressions » contre les Bolchéviks et par l'expérience de la rébellion de Kornilov. L'enthousiasme révolutionnaire n'avait pas encore gagné la grande masse du peuple ».

Il l'a gagné aujourd'hui, après la rébellion de Kornilov. C'est ce que peuvent les événements en province et la prise du pouvoir par les Soviets en maints endroits... bien que Pétrograd fût par instants entre nos mains, nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas alors accepté de se battre, de mourir pour la possession de Pétrograd : il n'y avait pas alors cette « exaspération », cette haine implacable à la fois contre les Kérénski et contre les Tchéretili et les Tchernov (1) ; nos gens n'avaient pas encore été trempés par l'expérience des persécutions contre les bolchéviks avec la participation des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. » (Le marxisme et l'insurrection)

Ainsi, apparaît nettement dans les déclarations, dans les prises

1917, c'est l'histoire d'un décalage de plus en plus accentué entre le résultat des élections des Soviets après février, et le développement du point de vue révolutionnaire au sein des Soviets.

Le décalage est de plus en plus accentué entre les élections qui avaient donné une majorité écrasante aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, partisans de la conciliation avec le gouvernement bourgeois, à des gens qui ne croyaient pas à la possibilité d'une révolution socialiste en Russie, et la volonté grandissante parmi les travailleurs regroupés dans les Soviets d'en finir avec le régime bourgeois. Evoquant cette évolution, John Reed écrit : « Comme une lame de fond, la révolte montait, la croûte qui s'était lentement formée sur la lave révolutionnaire pendant les mois précédents commençait à craquer. Seul un mouvement spontané des masses pouvait faire aboutir le Congrès Panrusse des Soviets ».

C'est sur cette « lame de fond » au cœur des usines et des quartiers populaires que les Bolchéviks entendaient s'appuyer, tout en l'organisant, rejetant par avance toute tentative de l'enfermer dans un quelconque carcan parlementaire. En septembre 17, à propos de « la Conférence démocratique », organisme de coalition à l'initiative du gouvernement provisoire et des chefs réformistes des Soviets, dans lequel les Bolchéviks furent représentés quelques temps, Lénine disait : « La plus grande erreur de



de position du parti bolchévik la profonde préoccupation de rassembler la majorité de la classe ouvrière et du peuple, soit pour éliminer pacifiquement le pouvoir bourgeois si les circonstances le permettent, soit pour déclencher l'insurrection qui n'est pas possible, selon Lénine, sans le soutien de cette majorité, puisque l'insurrection est la prise du pouvoir par les masses elles-mêmes.

## QUELLE « MAJORITÉ » ?

Lorsqu'ils parlent de « majorité » à propos de la Révolution d'Octobre, les auteurs de l'ouvrage « Les communistes et l'État » se gardent de préciser que, pour eux, le terme de « majorité » se réduit à une seule comptabilité des voix, où s'additionnent pêle-mêle les voix des prolétaires et celles des bourgeois, et où pèse sur les votes de la classe ouvrière la domination bourgeoise sur la société. La majorité que veulent conquérir les Bolchéviks est toute autre. Toute l'histoire des Soviets entre février et octobre

## LA VOLONTÉ DE LA BASE

En définissant la « conquête de la majorité » comme le rassemblement, l'organisation des énergies révolutionnaires du prolétariat et de ses alliés, Lénine et le parti bolchévik qui avaient pris l'initiative d'appeler à la réunion d'un deuxième congrès des Soviets de Russie, estimaient qu'il ne fallait pas attendre sa tenue pour déclencher l'insurrection. Celle-ci, estimaient-ils, n'avait pas à être subordonnée aux délibérations du Congrès des Soviets, qui devait s'ouvrir en traitant du remplacement à la tête des Soviets des députés mencheviks et « socialistes-révolutionnaires », partisans de la poursuite de la guerre impérialiste, et hostiles à toute mesure mettant en cause de façon essentielle les privilèges capitalistes. Ce remplacement s'était déjà effectué dans les faits, à la base, dans de nombreux Soviets, dont les assemblées convoquées à l'initiative d'ouvriers du rang, ou de soldats, avaient attesté de la volonté révolutionnaire de la base, sans attendre le Congrès pour l'exprimer. « Attendre le Congrès des Soviets », écrivait Lénine, quelques jours avant le déclenchement de l'insurrection, est une idiotie complète, car c'est laisser s'écouler des semaines ; or à l'heure actuelle, les semaines et même les jours décident de tout. C'est renoncer lâchement à la prise du pouvoir... « Attendre le Congrès des Soviets est une idiotie, car le Congrès ne donnera rien, ne peut rien donner... Nous réduisons par là les Soviets au rôle de méprisables bavards. Battez d'abord Kérénski, puis convoquez le Congrès ».

S'appuyer sans plus attendre, pour déclencher l'insurrection, sur le courant révolutionnaire se manifestant de façon irrésistible dans les Soviets, c'était cela pour Lénine, agir avec la majorité du peuple.

(1) Membres du gouvernement bourgeois provisoire

## « LES NOUVEAUX DÉLÉGUÉS »

2<sup>e</sup> Congrès des Soviets  
8 novembre 1917

« De l'autre côté du corridor, juste en face de la salle des séances, se faisait la vérification des mandats des délégués au Congrès des Soviets. J'observai l'arrivée des nouveaux délégués : vigoureux soldats barbus, ouvriers en blouses noires, quelques paysans à longue chevelure. C'était une jeune fille, membre de l'Edinstvo de Plékhanov, qui dirigeait cette opération. Elle souriait dédaigneusement.

— Ils ne ressemblent guère aux délégués du premier Congrès, disait-elle. Voyez cet air grossier et ignorant ! Quelle masse inculte...

C'était exact. La Russie avait été secouée jusqu'en son tréfonds et les basses couches étaient venues à la surface. Le Comité de vérification, nommé par l'ancien Tsik, contestait à chaque délégué la validité de son mandat. Karakhine, membre du Comité central bolchévik, se contentait de sourire.

— Ne vous inquiétez pas, disait-il ; quand le moment sera venu, nous vous ferons bien donner vos sièges. (...)

Extraits du livre de John Reed : 10 jours qui ébranlèrent le monde.

**LUTTES OUVRIERES**

**Montéfièvre**

**● LES TRAVAILLEURS S'OPPOSENT À L'ARRÊT D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION ● 11 DÉLÉGUÉS DEVANT LES TRIBUNAUX**

●Mardi matin, les radios périphériques s'en donnaient à cœur joie : trois grèves longues se terminaient sans que des résultats positifs n'en ressortent ; parmi ces conflits celui mené par les travailleurs de Montéfièvre dans les Vosges depuis quatre mois, contre la fermeture de leur usine. Qu'en est-il exactement de cette reprise ?

Lundi, la direction de Montéfièvre, mettant en application un projet de chantage élaboré depuis 15 jours, envoyait à chacun des grévistes, une lettre individuelle dans laquelle elles les sommaient de reprendre le travail (dans les 15 jours et progressivement) «*faut de quoi, ils ne pourraient prétendre à aucun salaire, ni indemnités*». La lettre précisait textuellement «*l'ensemble du personnel va être ramené à ses activités*». En fait, c'est son troisième «*plan de sauvetage*» que la Montedison demande de la sorte aux travailleurs d'accepter : soit la reprise de 729 ouvriers avec un horaire allant de 24 à 40 heures, 283 autres étant quant à eux «*repris*»... jusqu'à leur licenciement et chargés jusqu'à cette date... de creuser leur propre tombe, en contribuant à l'arrêt des installations du nylon industriel et du polyester ; ils devraient en outre, dans le même ordre d'idées, ranger des archives et nettoyer certains locaux désormais «*devenus inutiles*».

La majorité des travailleurs après un jour et demi de réflexions et de discussions, a alors pris la décision d'une «*reprise*». Les travailleurs n'ont fait

que rentrer dans les locaux de l'usine et n'ont pas jusqu'ici repris la production. D'autre part, avec leurs organisations syndicales, ils continuent d'affirmer clairement que leur objectif est toujours la réintégration de tous et qu'ils ne sauraient accepter la démolition de certaines installations, ce qui impliquerait des licenciements.

Un responsable CGT affirmait, à ce propos, hier : «*dès l'instant que la direction donne ordre, si ce sont des ordres qui vont dans le sens de ce qu'on demande, le réembauchage de tous, il n'y a pas de problème. Si c'est le contraire, nous risquerons immédiatement par toutes sortes de moyens... Si la direction demande aux 283 de démonter les installations, ce ne sont pas les 283 seuls qui s'y opposeront, mais l'ensemble du personnel*». Affirmation qui s'est concrétisée mardi : deux ingénieurs de Montéfièvre ont tenté de pénétrer dans les locaux pour diriger l'arrêt d'installations. Ils ont été fermement reconduits.

La direction de la Montéfièvre ne s'est pas trompée sur ce qui apparaît pour l'instant comme l'échec de sa tentative de diviser les «*repris*» et les «*non re-*



pris». Elle vient de prendre la décision de citer devant le tribunal des référés d'Épinal, onze dirigeants de la lutte : ce procès devait avoir lieu ce jeudi matin, à 11 heures.

«*La direction*» déclarait hier un responsable CGT, «*veut amener le tribunal à prononcer l'expulsion des permanents syndicaux ainsi que toute personne «étrangère» à l'entreprise qui n'aurait pas son accord. Elle demande également l'expulsion de tous les délégués qui commettraient de nouvelles entraves à la «liberté du travail» sur elle*».

Les choses sont donc claires : en tentant de démanteler les syndicats CGT et CFTD, il s'agit d'ôter aux travailleurs les instruments de lutte qu'ils se sont donnés, afin de leur rendre beaucoup plus

difficile une riposte organisée à un moment crucial de leur mouvement. Empêcher les personnes extérieures à l'entreprise d'y rentrer, va à peu près dans le même sens. Il s'agit de couper court à tout soutien, à l'isolement du mouvement.

La «*reprise*» des travailleurs de Montéfièvre, se limite donc pour l'instant à une réintégration des locaux, acceptée à cause des énormes difficultés financières rencontrées, que même des efforts un peu plus grands, auraient difficilement permis de palier. Mais il va falloir trancher définitivement car la direction de la Montedison bien entendu ne saurait se contenter de cette réintégration symbolique pour accepter de payer les travailleurs.

Richard FEUILLET

**«La littorale» Béziers : grève pour la sécurité**

**Trois travailleurs intoxiqués, un brûlé en un mois !**

●Les ouvriers de l'usine «*La littorale*», à Béziers (Hérault) entamaient vendredi matin leur troisième jour de grève. Ils devaient le même jour décider aussi de la suite à donner à leur mouvement. A l'origine de celui-ci, quatre «*accidents*» dus principalement à des intoxications, et cecl en un mois !

L'entreprise «*La Littorale*» emploie 150 travailleurs, chargés depuis juin de la fabrication d'un produit particulièrement dangereux, le Temik ; c'est un désherbant utilisé essentiellement par les gros betteraviers du Nord de la France, qui permet d'obtenir des récoltes particulièrement abondantes. Les ouvriers de l'usine fabriquent 24 tonnes de ce produit par jour. Il y a un mois, un travailleur avait inhalé des poussières contenant le pecticide et avait été intoxiqué. Un peu plus tard, un autre ouvrier était lui brûlé au deuxième degré par le même produit, des particules de Temik s'étant glissées sous son habit de protection ! Et voilà que le 3 novembre, deux autres travailleurs respiraient à nouveau des émanations du produit. Ils devaient être placés deux jours en observation dans un hôpital, puis se mettre 15 jours en arrêt maladie. Les travailleurs revêtent pour le travail des combinaisons en papier plastifié et sont munis d'une cagoule, mais la preuve est faite que cela ne suffit pas !

Les émanations du produit toxique se répandent d'ailleurs à plusieurs centaines de mètres autour de l'usine : dernièrement, des particules de Temik ont été retrouvées sur les grilles d'une entreprise voisine.

En juin de cette année, la population avoisinante, avait manifesté, à l'appel des syndicats de la ville et des écologistes contre la fabrication de ce produit.

Ce que réclament les travailleurs dans l'immédiat, ce sont des mesures de sécurité strictes et aussi, parallèlement, que leur soit communiqué le résultat des analyses d'urine faites dernièrement et qui ont été gardées secrètes. L'objectif : les faire étudier par un laboratoire extérieur à l'entreprise. Ils réclament aussi à participer eux-mêmes à des commissions paritaires de contrôle de leur santé. Ils exigent en outre, un salaire minimum de 2 400 F pour tous ainsi qu'une augmentation de 300 F et une prime de fin d'année.

La direction de l'entreprise (filiale de la multinationale Union Carbide) cynique, prétend que si de tels accidents arrivent, les ouvriers sont responsables car ne respectant pas les règles de sécurité ! Ce qui ne l'empêche pas d'admettre qu'il faut «*négoçier*»... mais pas avant que les piquets de grève mis en place ne soient levés ! La direction espère que les congés du 11 novembre vont démobiliser les ouvriers. Elle se trompe ! Les travailleurs se battent pour leur santé.

**Egoutiers parisiens : la grève dans son 24<sup>e</sup> jour**

Comme prévu, les égoutiers parisiens, dans leur 24<sup>e</sup> jour de grève, ne se sont pas réunis en assemblée générale, jeudi matin, à la Bourse du Travail ; ils avaient rendez-vous face à la maison de la Radio, à Paris, où ils se sont rassemblés massivement pendant qu'une délégation du syndicat CGT se rendait auprès des directeurs pour exiger qu'on parle d'eux ! Des «*assurances*» ont été données. Toujours est-il que cette initiative a permis aux égoutiers, en traversant tout Paris, de mieux faire connaître leur mouvement. Chirac refuse toujours de négocier. Peut-être compte-t-il sur les conséquences qui pourraient résulter de cette grève dans les égouts (galeries bouchées, recrudescence de rats), pour essayer d'isoler le mouvement.

Les égoutiers, qui assurent un service minimum, prouvant leur souci de la sécurité pour la population, ne sauraient toutefois accepter de reprendre avec quelques miettes, sous la pression d'un tel chantage !

**Journée d'action PTT**

Les fédérations CGT et CFTD des PTT appellent environ 50 % des travailleurs des postes, dont ceux des centres de tris, à une grève de 24 heures, le mardi 16 novembre. Les facteurs du service de distribution des PTT de Levallois, quant à eux, continuent la grève engagée depuis le 3 novembre, qui a pour objectif l'amélioration de leurs conditions de travail.

**Sacilor : une semaine de chômage par mois !**

Il y a quarante-huit heures, un haut-fonctionnaire au fait des tractations qui se mènent dans les ministères et dans les conseils d'administration, laissait entendre que 10 000 licenciements supplémentaires devraient être ajoutés aux 16 000 déjà prévus dans la sidérurgie. Sacilor qui vient de doubler le nombre de ceux qu'elle projette de licencier (4 000 donc), vient de porter un second coup aux travailleurs en annonçant mercredi au cours du comité central de l'entreprise, huit jours de chômage partiel par mois pour les sidérurgistes, et sept pour les mineurs dépendant du trust !

**Condamnation de Sacilor**

Le trust sidérurgique Sacilor vient d'être condamné par le conseil des Prud'hommes de Thionville à verser à 120 mineurs... un rappel de salaire de 1000 francs chacun.

Sacilor avait tout simplement «*oublié*» de comptabiliser ces sommes qui correspondaient à des majorations de salaires. Cela se passait entre le 1<sup>er</sup> octobre 1974 et le 1<sup>er</sup> mars 1976.

**Usine Borel en grève**

Les employés de l'usine de la «*Générale de restauration*» appartenant au groupe Borel, et située à Suresnes, dans la région parisienne, sont actuellement en grève. Les 19 employés exigent une prime de 100 F par mois. Leur salaire est actuellement, toutes primes comprises, de 1 600 F par mois !

**Le Temik**

Le composant essentiel de ce pesticide est le «*mic*» directement importé des USA (maison mère), c'est un élément qui bout à une température de 40° et est mille fois plus toxique que l'oxyde de carbone. Dans l'échelle de la toxicité, il se place juste après les sels de mercure.

Un seul fond de verre (quelques milligrammes) de ce produit arrive à polluer 100 000 mètres cubes d'air et peu arriver à créer une atmosphère explosive.

Le Temik contient en outre un agent actif, l'aldicarbe fabriqué à Béziers. Le seuil de tolérance est de 0,5 milligramme par mètre cube. Les travailleurs intoxiqués présentaient près de dix fois cette dose dans leurs urines ! Les conséquences à long terme de ce produit sont encore inconnues.

Tribune libre



Faillite à droite, cassure à gauche

**QUE FAIRE POUR 78 ?**

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

## LUTTES OUVRIERES

Dix mois après la reprise par le groupe Van de Putte

## 60 licenciements aux filatures d'Erstein (Ex-Schlumpf)

La filature d'Erstein qui appartenait au groupe Schlumpf avait été reprise séparément en décembre 76 par l'industriel du Nord, Van de Putte. 85 personnes avaient été préalablement licenciées par l'administrateur judiciaire, ainsi qu'un certain nombre d'autres qui, suivant les incitations de la direction étaient partis chercher du travail ailleurs. Mais à ce moment-là, M. Van de Putte s'était engagé formellement devant le comité d'entreprise à ne plus procéder à d'autres licenciements. En même temps, il réorganisait la production, instaurant le travail de nuit pour certaines équipes et augmentant les cadences. Pour briser la combativité des travailleurs et surtout mettre fin à leur solidarité avec les autres usines, de l'ex-groupe Schlumpf, il a répandu l'idée, « nous pouvons nous en sortir seuls », ce qui a été jusqu'à provoquer la confusion chez certains syndicalistes. Et voici quelques jours, Ley, le directeur d'Erstein annonçait froidement une nouvelle charette de 60 licenciements, à savoir « 22 mises à la retraite anticipée, 13 malades professionnels (Sic) et 25 autres salariés ». Il n'a même pas pris la peine de dissimuler la nature de cette opération : « Depuis que l'usine d'Erstein a été reprise, son chiffre d'affaires a progressé et sa production a augmenté de 25 %. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes sous administration judiciaire.

Nous dépendons de nos créanciers et si nous voulons aboutir au concordat, il faut assainir la situation. C'est une opération chirurgicale difficile mais il faut la faire pour sauver le reste », a-t-il déclaré cyniquement.

Les travailleurs se sont mis en grève à l'annonce du projet de licenciement vendredi et ont manifesté lundi à Strasbourg devant la préfecture où se tenait une réunion du CESA (Conseil Économique et Social d'Alsace) consacré notamment à l'emploi.

Le travail reprenait mardi soir. La direction met 22 travailleurs en pré-retraite, et 4 ou 5 personnes qui étaient en longue maladie se retrouvent en invalidité. Pour les autres, leur situation va être examinée « cas par cas » par la direction et le C.E.

Ces licenciements sont particulièrement dramatiques pour Erstein et la région déjà durement éprouvés et dont la filature constitue « avec la sucrerie » la seule entreprise importante. D'autant plus que d'après les travailleurs, Van de Putte n'aurait pas l'intention de s'arrêter là. On parle d'une réduction d'effectifs de 150 personnes en tout. Son intention au moyen terme, en reprenant Erstein, déjà dénoncée à l'époque par certains syndicalistes, n'était-elle pas la suppression d'un concurrent gênant ?

Corr. Erstein

## Berglas Kiener (Alsace) : les travailleurs manifestaient ce mercredi

Considérant qu'au moment où se décide en comité restreint, en dehors de la présence des travailleurs le sort de 600 familles (la direction de cette entreprise alsacienne veut fermer (QdP n° 552), il est indispensable que les premiers intéressés fassent entendre leurs voix, a déclaré la CGT. Elle a donc décidé dans un premier temps d'appeler tout le personnel à arrêter le travail toute la journée de mercredi et à manifester l'après-midi son exigence de voir la totalité des emplois maintenus.

La société Emey Meyerhoff de Strasbourg qui fabrique des registres et des articles de classement, et qui emploie 138 personnes, vient de déposer son bilan. 138 travailleurs sont donc menacés de licenciement dans les deux usines de la Meynan et à Ellklich.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Après la reprise chez Dubigeon, Montéfièvre... campagne haineuse de la bourgeoisie



A 6 h 30 sur RTL, on parle des difficultés à mettre en place la journée nationale d'action, on insiste lourdement sur la reprise du travail à Montéfièvre, sans donner la moindre explication, mais en rappelant les 210 licenciements. De nouveau sur Europe à 7 heures, à propos de Dubigeon : « 2 mois de lutte pour rien ». On interviewe une femme de gréviste : « C'est deux mois de perdus, une grève, on ne peut plus, il n'y a plus d'argent, pas d'argent au mois d'octobre. Il y a beaucoup de dépressions nerveuses, on a 25 francs par semaine et par personne de bons de la mairie. » Question du journaliste : « Une grève c'est un drame ? » « Oui » « Qu'avez-vous pensé de la reprise ? » « — J'ai été contente, deux mois à ne rien faire, c'est pénible... »

Toutes ces radios qui, pendant ces grèves, n'ont pas dit un mot, se répandent en compassion aujourd'hui et tentent, par des témoignages défaitistes, de décourager les travailleurs en montrant que

la lutte est impossible, qu'elle mène à la misère.

### TOUT VA BIEN SELON LE PCF

Mercredi, *L'Humanité* contre-attaquait à sa façon dans un article intitulé : « Contrefeu flambé ». A en croire les gens du PCF, tout va très bien. La défaite de Dubigeon ? C'est la faute de la CFDT, un point, c'est tout. Certes, la direction CFDT de Dubigeon a porté un coup de poignard dans le dos à la

## POURQUOI CES REPRISES ?

● Mardi matin, la presse jubilait. Dès les premières informations, larges développements sur les trois luttes qui finissaient : Dubigeon, Montéfièvre, Renault. Sur Europe 1, à 6 heures « Tout cela prouve que les syndicats n'arrivent pas à enclencher des luttes. Chez Renault, la grève s'arrête faute de combattants, les syndicats acceptent de récupérer le temps perdu. Chez Dubigeon, les oppositions au sein de la gauche n'ont pas favorisé la lutte et l'action syndicale... Chez les fonctionnaires, la journée d'action est passée inaperçue. »

lutte en appelant à la reprise. Mais si cette division a pu se faire, c'est parce qu'aucune perspective d'élargissement de la lutte n'existait, et de cela, la direction CGT est tout aussi responsable que la CFDT. Pour Renault, c'est une grande victoire, selon le PCF. Toujours est-il que sur le démantèlement du secteur en grève, rien n'est acquis pour l'instant. Le PCF lance, comme une preuve que tout va bien, les luttes qui se déroulent aujourd'hui, et la journée

d'action du 1er décembre. Donc, tout est pour le mieux, grâce à eux.

### UNE RICHE RÉFLEXION

Pourtant, les choses ne sont pas si simples. Qui peut nier qu'aujourd'hui les luttes sont difficiles, assez peu nombreuses ? Beaucoup se sont soldées par des échecs, en face de l'intransigeance du patronat. Et ces difficultés ne sont pas dues au hasard. Il y a l'échec de la lutte contre le plan Barre, dont les directions syndicales portent la lourde responsabilité. Qui, sinon elles, a tout fait pour que le 7 octobre soit sans lendemain, à une époque où elles misaient plus ouvertement qu'aujourd'hui sur la victoire de la gauche et préféraient le calme social ? Pendant toute une période, le poids des illusions sur 78 a été très lourd, accentué encore par la tactique des confédérations. Aujourd'hui que les perspectives électorales sont troublées, on reparle de lutte, sous la pression d'ailleurs des travailleurs. Mais dans les faits, aucune perspective claire n'est donnée dans ces conflits, qui finissent pas s'épuiser, d'autant qu'ils restent isolés. Et quand des tentatives de rassemblement sont faites comme à Epinal la semaine dernière à l'initiative de la CFDT, on prend bien soin de ne pas donner la parole aux travailleurs en lutte, on les disperse aux quatre coins de la ville. Une année et plus d'une situation très difficile a montré que les travailleurs ne partent pas en lutte massivement sans savoir où ils vont. Les échecs répétés, le débâcle sur la place publique des projets contradictoires des partis du programme commun, autant de riches sujets de réflexion pour eux aujourd'hui. Et ce débat en profondeur qui se mène aujourd'hui, même s'il ne revêt pas des aspects spectaculaires, est capital.

Non, tout ne va pas bien, mais désormais les travailleurs s'interrogent sur le pourquoi d'une telle situation et s'avouent d'autant mieux pour l'après 78.

## Renault : les travailleurs lock-outés en grève

Suite au mouvement des caristes de Renault-Billancourt (qui s'est achevé hier sans que l'essentiel soit obtenu), la direction de l'entreprise avait lock-outé 800 travailleurs. Ceux-ci n'ont pas repris le travail.

La direction de la régie propose en effet de leur payer seulement 45% de ces journées. Eux réclament le paiement à 100%. Pour montrer leur détermination à obtenir ce qu'ils demandent, ils ont bloqué le carrefour Zola, carrefour où transitent chaque jour, des milliers de travailleurs de Renault.

Un inspecteur stagiaire insuffisamment répressif est licencié

## Débrayage au centre de tri PLM

La direction du centre de tri PLM a fait savoir à un inspecteur stagiaire il y a quelques jours qu'elle le convoquait devant le conseil de discipline et qu'elle y demanderait son licenciement pour « mauvais travail professionnel ». En réalité, aucune faute ne peut être relevée contre cet inspecteur, ni retard, ni quoi que ce soit. Son dossier est vide du point de vue professionnel. En fait, ce que la direction reproche à cet inspecteur, c'est de ne pas avoir une attitude suffisamment répressive, de soutenir les agents et les préposés dans leurs luttes contre l'administration (conditions de travail, repos d'office, etc.). C'est enfin d'avoir publiquement pris la parole (pour condamner les

grèves de 24 heures jugées inefficaces).

Mercredi matin 9 novembre, une assemblée générale du personnel, proposée par les syndicats, s'est tenue : deux voies se sont affrontées. Les réformistes et les révisionnistes proposèrent d'attendre que ce camarade passe devant le conseil de discipline pour « faire agir les représentants syndicaux présents à ce conseil » et demandaient aux postiers de solidariser « ce jour-là » par différentes actions, voire même peut-être la grève... La position de l'écrasante majorité des postiers présents était de refuser la convocation au conseil de discipline, celle-ci ne se basant sur aucune erreur concrète de service. Sinon, c'est accepter

que chaque postier puisse être convoqué pour un simple délit d'opinion ! Aussi, les postiers de la brigade B débrayèrent-ils pour demander une audience de masse chez le directeur.

Devant le refus de celui-ci (il s'était barricadé dans un bureau), les postiers sont restés en grève jusqu'à la fin de leur vacation. Jeudi après-midi, ils devaient se consulter afin d'envisager la suite à donner à leur action.

Ce qu'exigent les postiers, c'est la titularisation sur place et immédiate de cet inspecteur, le paiement de leur journée de grève, l'arrêt de toutes les sanctions qui pourraient être prises contre eux suite à cette action.

Correspondant PLM

Monique CHERAN

Pétrins vides et Mutualité pleine

# LES BOULANGERS ONT DÉCIDÉ DE POURSUIVRE LEUR GREVE

« Bravo Barre, avec le croissant à 1,20 F et le pain au chocolat à 1,30 F, il va juguler la crise. Plantées sur des bâtons, les affiches des commerçants fleurissaient hier soir aux quatre coins d'une Mutualité pleine de milliers de boulangers-pâtisseries accompagnés de leurs femmes, venus pour l'essentiel de la région parisienne. Après avoir violemment critiqué les mesures de Barre et refusé de jouer les « boucs émissaires », les représentants de la profession ont décidé de reconduire pour jeudi la grève qu'ils ont engagée.

Les boulangeries resteront fermées ce jeudi encore. Il faut s'attendre probablement, si le gouvernement reste sur ses positions, à une poursuite du mouvement jusqu'à lundi prochain. En effet les patrons boulangers escomptent que le stock de pains spéciaux et diététiques seront épuisés d'ici vendredi dans les grandes surfaces. Donc leur grève ne prendrait toute son efficacité qu'à partir du week-end.

Déjà aujourd'hui de nombreux travailleurs ont cherché en vain du pain, beaucoup ont dû s'en passer ou faire la queue dans certains supermarchés. Que pensent de tout cela les « grévistes » ? C'est ce que nous leur avons demandé à l'issue de leur meeting.

## LE CONTRAT EST ROMPU

« Le gouvernement veut nous présenter comme les fauteurs de vie chère. Il oublie l'importance de nos charges et nos longs horaires de travail », nous dit un boulanger, représentant la profession sur son arrondissement. « Barre nous a fait baisser les prix des sept produits qui se vendent le mieux comme les croissants, les mille-feuille, les éclairs... Comme le prix du pain est bloqué depuis

longtemps on est coincé. En fait il y a toujours eu un compromis entre la profession et le gouvernement. Il fixait le prix du pain relativement bas, pour que l'indice des prix ne monte pas trop et il nous laissait gagner notre vie sur la pâtisserie. Le contrat est rompu, pourquoi ? » La question est posée, nos interlocuteurs sont invités à y répondre eux-mêmes.

« Barre s'en prend à nous parce qu'il veut trouver des responsables, pour monter les gens contre nous ». Mais que penser de la politique de Barre ? « Nous ne faisons pas de politique, nous n'avons pas le temps avec les horaires que nous faisons ». Mais Barre lui-même ne fait-il pas ainsi une opération pour détourner le mécontentement des travailleurs ? « Oui, c'est vrai », nous répond une boulangère du neuvième arrondissement. « Nous sommes un peu coincés et Barre en profite ». Alors pourquoi ne pas poser le problème de l'inflation et du niveau de vie des travailleurs ? « La politique... ? Il y a Chirac qui nous fait des avances. Marchais il pourra dire tout ce qu'il veut, il ne comprendra jamais nos problèmes. Il y aurait peut-être Mitterrand qui s'intéresserait à nous... ». Mais le cercle fermé reste silen-



cieux. Dans la profession, le corporatisme est de rigueur... Un corporatisme dont certains semblent assez lucides. « Vous savez on est presque tous fils de paysans ou d'ouvriers, quand on arrive à Paris il y a le fonds de commerce à faire tourner, au début on tire le diable par la queue, alors on devient égoïste, vous comprenez, on se fout pas mal du public, du public, du public, pas des consommateurs ! »

## LE POIDS DU CORPORATISME

Le corporatisme est renforcé par la situation de petit patron de nombreux boulangers. « Moi qui suis patron, je travaille plus que mon ouvrier. Il gagne 1 100 F par semaine alors qu'en usine il aurait 500 F. (L'ouvrier n'est malheureusement pas là pour dire ce qu'il en est). Ce repliement, ce corporatisme pèsent de tout leur poids idéologique. « Pourquoi n'a-t-on même pas parlé de Royer ? C'est le seul type qui nous ait défendu ! », s'exclame un commerçant de 50 ans dans le groupe voisin, mais ses auditeurs l'écoutent distraitement et en souriant un peu... Beaucoup de ména-

gères sont mécontentes de ne plus trouver de pain. Ne craignez-vous pas de faire le jeu du même Barre que vous dénoncez ? « Que voulez-vous ! On n'a pas d'autre forme d'action possible ! Les gens comprennent bien quand les cheminots font grève, qu'il n'y a plus de trains. Alors il faudrait nous comprendre aussi ». Affrontés à l'Etat, un peu pris au piège dressé par Barre, les boulangers comptent de façon empirique, au jour le jour, les politiciens qui les « aident » ou les « abandonnent ». « Moi je crois que si la gauche ne s'était pas cassée, Barre n'aurait pas pris le risque de mécontenter des millions de commerçants pour essayer de gagner, de façon hasardeuse, des suffrages sur la gauche, ceux des travailleurs mécontents ! », conclut le boulanger de Cadet...

Du bout de la rue Saint Victor, on vient en courant : les flics ont chargé la manifestation qui voulait se rendre à Europe 1 répondre à Villain, le directeur des prix qui ne souhaitait pas qu'on trouble son numéro de démagogie.

Pierre PUJOL

## Création du conseil d'information électro-nucléaire

# UNE COQUILLE VIDE

Le Conseil des Ministres de mercredi a annoncé la création du conseil d'information électro-nucléaire dont l'idée avait été lancée par Giscard d'Estaing le 23 août dernier à Vallouise (Hautes-Alpes). Simone Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a été nommée présidente pour trois ans de ce conseil d'information, dont on ne connaît pas encore les membres.

Le conseil d'information électro-nucléaire devrait être composé de 25 membres : experts de l'environnement, écologistes. Ce projet, préparé dans le plus grand secret devrait être mieux connu dans les prochains jours, notamment pour ce qui est des personnes qui y participeront.

Ce conseil aura pour but de donner des informations sur le programme électro-nucléaire, d'étudier les dossiers épineux et de donner un avis autorisé sur les questions litigieuses. Mais bien sûr cet organisme n'aura aucun pouvoir. Cette idée a germé dans les cerveaux gouvernementaux après la marche de Malville.

## UN ORGANISME DE PROPAGANDE PRO-NUCLÉAIRE

L'ampleur de l'opposition au programme électro-nucléaire est apparue telle que le gouvernement a senti la nécessité pour faire passer sa propagande sur le nucléaire de créer un tel organisme.

Les déclarations de Simone Veil, nommée présidente du conseil d'information électro-nucléaire jettent un peu de lumière sur sa véritable fonction. Il s'agit, a-t-elle dit, de « donner un cachet d'authenticité aux informations données ». Les arguments de l'EDF, du CEA, et des instances gouvernementales en faveur de l'électro-nucléaire sont tellement suspectés par l'opinion que le gouvernement espère mieux faire passer ses arguments sous le label du comité d'information électro-nucléaire, dans lequel siègeront quelques écologistes. Les informations diffusées seront très soigneusement triées, a précisé Simone Veil, c'est-à-dire que la présidence étant assumée par un ministre, favorable au nucléaire, les informations

allant dans un sens contraire au développement de l'électro-nucléaire ne recevront pas le cachet du conseil. Ce conseil d'information sera un organisme de propagande camouflé plus qu'un véritable organisme d'information.

## LE SCANDALE DE LA MÉDECINE NUCLÉAIRE

Etant ministre de la Santé, Simone Veil prétend qu'elle se sent responsable des risques du nucléaire pour la santé. Or, les services de médecine nucléaire dans les hôpitaux sont sur le plan de la protection du personnel un scandale permanent. C'est l'un des secteurs où on est le plus exposé aux irradiations. Des femmes enceintes entre autres sont exposées à des émissions radioactives. Simone Veil, ministre de la Santé l'ignore-t-elle ? Il est vrai qu'elle a déclaré qu'elle ne s'y connaissait pas du tout dans le domaine du nucléaire, ce qui ne l'empêche pas d'être favorable à l'électro-nucléaire. Une telle attitude augure bien de ce que risque d'être ce prétendu conseil d'information. Néanmoins les écologistes n'ont pas renoncé, s'ils sont invités à y participer. Ils ne se font guère d'illusion sur son caractère, mais pensent pouvoir s'en servir pour mieux faire connaître leur opposition au programme nucléaire, et pour démasquer les manœuvres du pouvoir.

Tandis que le gouvernement annonce la création d'un conseil d'information, il poursuit par EDF interposé la mise en œuvre de l'électro-nucléaire, sans la moindre consultation et en violation de sa propre légalité. Ainsi à Cruas, avant même la déclaration d'utilité publique, le chantier a débuté et les CRS ont réprimé les habitants qui protestaient.

## Pêcheurs de harengs : prises limitées à 600 tonnes

La commission européenne de la pêche est revenue sur son interdiction totale de la pêche du hareng. Les artisans pêcheurs du Nord de la Manche, c'est-à-dire de la baie de Seine à Etaples pourront pêcher 600 tonnes de harengs d'ici le 31 décembre. Les pêcheurs de Fécamp n'avaient pas attendu cette autorisation pour partir en mer pêcher le hareng. Ceux d'Étaples avaient bloqué plusieurs jours le port de Boulogne sur Mer. Pour bon nombre d'artisans-pêcheurs de cette région, la pêche du hareng côtier est la principale ressource. La dérogation à l'interdiction totale de cette pêche qui avait été décidée en raison de l'épuisement des ressources en harengs, ne satisfait pas pleinement les artisans pêcheurs. Le gouvernement français avait demandé que la limite soit fixée à 1 500 tonnes ce qui est déjà insuffisant. La communauté européenne a tranché pour 600 tonnes.

## Bientôt le « P'ti Barre » à un franc ?

Certains boulangers de Marseille ont trouvé un moyen de contourner la fixation des prix de la pâtisserie fraîche. Ils ont inventé un gâteau nouveau... donc non taxé ! C'est une espèce de pain, à moitié dressé auquel ils ont donné le nom de « P'ti Barre » et qui coûte un franc. Une chance inespérée pour Barre de passer à la postérité !

Au cas où le gouvernement refuserait, comme probable, de revenir sur ses décisions, les boulangers parisiens semblent s'orienter eux aussi vers le lancement de nouveaux gâteaux, feuilletés, au beurre ou au chocolat qui leur permettront d'abandonner la production de pains au chocolat, de mille-feuilles et d'éclairs, en attendant des jours meilleurs...

## Vitry : la police fait la chasse aux jeunes

Depuis l'altercation entre des jeunes et des policiers qui opéraient des contrôles, Vitry et Ivry connaissent un déploiement policier sans précédent. Mercredi soir à 20 h 15, près de la cité des Montagnards où s'était produit l'affrontement, des voitures de police et des fourgons ont lâché une meute de policiers avec talkie-walkie, matraques et certains l'arme au poing. Tout ce qui ressemblait à un jeune était poursuivi et embarqué sans ménagements. Les contrôles policiers déjà fréquents se multiplient, les flics semblent décidés à faire payer aux jeunes de Vitry et d'Ivry leur rébellion. Pendant ce temps, le PCF continue de réclamer sur ces villes la création d'un commissariat et le renforcement des effectifs de police.

Tribune libre



Faillite à droite, cassure à gauche

## QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

## Peine de mort : les mauvais «arguments» de Peyrefitte

Répondant, devant l'Assemblée nationale, à une question d'actualité concernant la condamnation à mort de Michel Rousseau, 39 ans, meurtrier d'une fillette de neuf ans, le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte a estimé que «la question de l'abolition de la peine de mort n'est pas d'actualité». Signataire du fameux «rapport sur la violence» qui se déclarait favorable à la suppression de la peine de mort, Peyrefitte a expliqué que «dans l'absolu» il était pour l'abolition, mais qu'on ne peut abolir la peine de mort que lorsque le peuple se sent en sécurité. Selon lui, ce n'est pas le cas en France, et l'abolition «ferait prendre le risque terrible de provoquer des réflexes d'autodéfense aux conséquences infiniment plus graves que le maintien de la peine de mort».

Voilà un bien curieux argument ; on n'a pas connaissance en effet que le gouvernement ait particulièrement sévi contre les réactionnaires «milices d'autodéfense» qui ont fait surtout parler d'elles du temps de Poniatowski ; et ce n'est pas en tout cas l'existence de la peine de mort qui les a empêchées de se former.

## La dioxine a tué avant Seveso

On savait déjà que plusieurs accidents dus à la dioxine avaient eu lieu en Europe, avant Seveso. Le Bureau international du travail vient de le confirmer. Le premier accident s'est déroulé à Ludwigshafen (RFA) en 1953. Entre 1965 et 1969 plusieurs accidents ont fait des victimes en Tchécoslovaquie, aux environs de Prague, et un en Grande-Bretagne, à Bolsover.

A propos de l'accident qui s'est produit en 1963 le BIT révèle : «Six mois après qu'une explosion eut contaminé une usine avec la dioxine, 18 travailleurs revêtus de combinaisons spéciales ont tenté de décontaminer les lieux... Neuf d'entre eux ont été atteints d'acnée chlorique et trois en sont morts, moins de deux ans après».

## Un ouvrier mort écrasé

Un travailleur mauritanien de l'entreprise de métallurgie Marchand à Bonneuil (Val-de-Marne) est mort lundi, écrasé par une charge de 1700 kilos. L'élingue de soutien s'est rompue, parce que, semble-t-il, elle travaillait en surcharge.

## Relèvement du plafond des livrets A

Le plafond des dépôts autorisés sur le livret «A» de la Caisse d'Épargne va passer prochainement de 32 500 francs à 38 000 francs. Par cette mesure, le gouvernement espère sans doute combattre le fléchissement de la collecte sur l'épargne enregistré cette année.

## Nucléaire

Brice Lalonde avait affirmé que Boiteux, directeur général d'EDF, avait déclaré : «Seules les municipalités communistes, favorables au projet d'implantation de centrales sur leur territoire, bénéficient des retombées financières de ces travaux et notamment de la taxe professionnelle». Boiteux ayant démenti, Lalonde maintient.

## IPN perquisitionnée

Déjà perquisitionnée en février 76 dans le cadre de l'enquête de la Cour de sûreté de l'Etat contre les comités de soldats, l'imprimerie Lyonnaise «ateliers d'impressions nouvelles» (anciennement IPN) a de nouveau reçu la visite de la police opérant en «flagrant délit», sans mandat de perquisition. Les policiers ont saisi les plaques d'une édition pirate, antimilitariste, du journal «Le Progrès», mais il semble qu'ils n'aient pas trouvé les numéros tirés.

## La rencontre manquée

# DES PARTIS DE GAUCHE DÉSUNITAIRES POUR DEUX

● Ils se sont rencontrés, alors que personne ne s'y attendait, du moins aussi tôt ; et, comme tout le monde s'y attendait, ils ne sont pas parvenus à réellement réengager les négociations interrompues le 22 septembre dernier. Mais ce qu'on demande surtout, au lendemain de la réunion pour rien du «comité de liaison de la gauche», c'est ce qui a pu conduire le PS d'un côté, le PCF de l'autre, à mettre sur pied la réunion pour rien qu'ils ont tenue avec les radicaux de gauche.

En ce qui concerne le parti socialiste, l'objectif est assez clair. Il l'était depuis dimanche dernier, après la conclusion de la Convention nationale. Et même, pratiquement, depuis la date de la rupture des négociations de gauche. En maintenant avec insistance sa proposition de rencontre des signataires du Programme commun, en lui donnant, à certaines périodes, un éclat particulier, Mitterrand a nettement choisi de faire apparaître son parti comme le meilleur artisan de l'unité de la gauche. «Toujours prêt», et «sans préalable», à reprendre les discussions là où elles ont été interrompues, le PS se devait évidemment de participer à toute réunion commune, dès que la possibilité s'en présentait.

### «DIVISEUR TOI MÊME» !

En ce qui concerne le PCF, l'attitude adoptée est moins simple. En effet, Marchais et ses lieutenants n'avaient cessé de proclamer, depuis des semaines, qu'ils attendaient «un pas en avant» du parti socialis-

te pour reprendre la négociation. Or, tout en continuant à maintenir la porte ouverte, la Convention nationale du PS de samedi et dimanche dernier, contrairement aux tentatives du CERES, s'est bien gardée modifier d'un iota le contenu des propositions socialistes. Mitterrand avait précisé que ce serait «jeter du bois au feu».

### Les déclarations après la rencontre manquée

**Fiterman (PCF) :** « Cette réunion vient d'avoir lieu. J'en sors profondément déçu. Elle a été en effet totalement négative (...) Les représentants du PS à la rencontre se sont refusés, malgré mon insistance, à présenter des propositions vraiment nouvelles (...) Dans ces conditions, la proposition de rencontre faite par le parti socialiste apparaît comme une astuce, comme une manœuvre destinée à camoufler la volonté réelle d'abandon du Programme commun ».

**Beregovoy (PS) :** « Le PS constate que les dirigeants communistes ne sont pas prêts à reprendre les discussions sans condition et sans préalable ».

**Loncle (MRG) :** « Cette rencontre nous confirme dans l'analyse que nous avons faite de l'attitude du PC. Le problème en effet se situe en son sein, et on peut se demander s'il n'est pas engagé dans une autre stratégie. On peut aussi se demander s'il souhaite encore gagner les élections ».

## Débat sur les commerçants à l'assemblée

# LES BOUTIQUES PARLEMENTAIRES

Atmosphère houleuse mercredi à l'Assemblée nationale : c'était le moment des questions des députés au gouvernement, et ceux-ci, tous partis confondus, avaient fait le choix de mettre en accusation les récentes mesures de Barre sur les prix alimentaires. À quelques mois des élections législatives, c'était évidemment à qui apparaîtrait comme le meilleur défenseur des commerçants.

Au premier rang, le député RPR Goulet, spécialiste de la chose, qui venait accuser le gouvernement de vouloir remettre en cause la loi Royer contre l'implantation des grandes surfaces. Barre devait lui répondre en affirmant que, selon lui, celle loi pouvait avoir «deux interprétations». Après les déclarations de Chirac indiquant qu'il ne permettrait pas l'ouverture de supermarchés à Paris, et celles du gouvernement qui justement prêchait en sens contraire, on voit où se situe la contradiction. Cependant, le premier

ministre n'a pas manqué de faire allusion à la démagogie électoraliste à laquelle se livrent à cette occasion les parlementaires : «Je souhaite que cette réponse mette un terme à certaines attitudes étranges et à certaines interprétations encore plus étranges» a-t-il conclu à la fin de son intervention. De son côté, pourtant, il s'é-

tait évertué auparavant à expliquer «Je n'ai pas dit une seule parole mettant en cause des agents économiques. Il n'est pas question de considérer que ces mesures contre des produits sont des mesures contre des personnes». En somme, il n'était pas, de son côté, en reste d'électoralisme.

A gauche du parlement, Barre et les supermarchés : le gouvernement voudrait quand même éviter des difficultés électorales du côté des commerçants.



Qu'est-ce qui a donc pu pousser la direction du PCF à envoyer Fiterman chez les Radicaux de gauche, pour une réunion dont le résultat lui était vraisemblablement connu d'avance ? La date choisie pourrait en livrer la clef : c'est, en effet, le lendemain, jeudi, que se tenait le «Comité central ouvert à la presse» du PCF. Marchais n'aurait-il pas voulu, au moment où cette initiative lui assurait déjà une publicité importante, mettre l'occasion à profit pour saper l'image de diviseur que cherche à lui faire endosser le parti socialiste ? Il est effectivement probable que la décision de se rendre au rendez-vous de Mitterrand n'aura été qu'un moyen de faire

peser sur le PS la responsabilité d'une nouvelle rupture.

### GUERRE D'USURE

En réalité, il n'était guère question, d'ici la fin de l'année, d'une possibilité d'accord entre les partis de gauche : c'est en effet une guerre d'usure qui est engagée entre le PS et le PCF, chacun espérant pouvoir contraindre, au terme de toute une période de polémique, le partenaire au maximum de concessions. Ce n'est pas avant fin décembre, sinon même avant le soir du premier tour, qu'un quelconque accord peut être envisagé.

### AU PCF : UNE CONFUSION ACCRUE

Il reste que, malgré toutes ses subtilités tactiques, la position du PCF doit sembler bien difficile à défendre à ses militants : comment, deux jours après avoir proclamé que les propositions de Mitterrand constituaient un «diktat», peut-on accepter une réunion sur cette même base, pour confirmer ensuite que l'on refuse la négociation sur les propositions du partenaire ? Tentant de pallier au désarroi de ses militants, confrontés à la désillusion des travailleurs, la direction du PCF n'aura vraisemblablement réussi qu'à accroître la confusion dans leurs rangs.

Jean LERMET

## Comité central du PCF

## UNE INSTANCE SANS POUVOIR RÉEL

● Dans l'imposante batterie de propagande mise au point par le PCF pour tenter de s'en tirer au mieux dans la situation de désunion d'aujourd'hui, figure une réunion du Comité central ouverte à la presse. Il ne faut certes pas imaginer que des décisions puissent être prises par ce comité central : d'une part parce qu'en fait ce n'est pas le comité central qui décide des orientations du PCF, et d'autre part parce que la présence de la presse ne sera qu'un moyen d'amplifier la litanie que l'on connaît depuis des semaines. Le PS vire à droite. Chacun des orateurs, membres du CC ou secrétaires fédéraux, puisque ceux-ci sont invités, a eu à cœur d'apporter «son» exemple.

Puisque les feux de l'actualité sont braqués vers le CC du PCF, regardons de plus près ce qu'est cet organisme. 97 membres ont été élus au 22ème congrès, mais ils sont 126 à participer aux réunions, puisque les suppléants sont admis, de même que les membres de la commission de contrôle financier. Les statistiques officielles parlent de 58 ouvriers, 27 employés, 19 enseignants, etc... On sait bien ce que cela veut dire : ces mêmes statistiques fournies par le PCF donnent à Marchais la qualité d'«ouvrier métallurgiste», à Leroy celle de «cheminot», à Fajon celle d'«instituteur» etc... En réalité, absolument aucun des membres du CC du

PCF n'exerce un travail autre que celui de permanent. La moyenne d'âge n'est pas élevée : un peu plus de 49 ans. C'est que le CC du PCF est un savant dosage entre quelques anciens, qui sont là pour sauvegarder le prestige, tel Rol-Tanguy qui participa à la libération de Paris, et des jeunes loups dont l'ascension est parallèle à la mise en place du projet de capitalisme d'Etat. Plus de la moitié des membres du CC sont arrivés après 1970 (55 % très exactement). C'est en 1972 que sont arrivés des gens aussi représentatifs du projet de capitalisme d'Etat que les économistes Boccara et Herzog, ou encore Fiterman.

Dans le PCF, on raison-

ne en termes de hiérarchie. Cette hiérarchie, telle qu'elle est vue par les militants de base, et aussi telle qu'elle s'exprime dans la réalité, ne recoupe en rien la présence au comité central ou au bureau politique. Chacun sait au PCF qu'il vaut mieux s'adresser à Fromontel, secrétaire particulier de Marchais, plutôt qu'à tel membre du BP si l'on veut que son problème soit discuté. Chacun sait qu'en matière de définition de la politique extérieure, Jacques Denis a autant de poids que Kanapa. Chacun sait

aussi que Fiterman n'est responsable de la commission économique que sur le papier, et qu'il est en réalité l'émissaire personnel de Marchais.

Non, décidément, ce n'est pas en ouvrant une séance du comité central à la presse que le PCF dévoilera ses vraies instances de décision politique. Le jeu des influences, des manœuvres et magouilles diverses en est le vrai moteur, ce qui est le propre d'un parti bourgeois.

Nicolas DUVALLOIS

## Le Quotidien du Peuple interdit d'entrée au CC du PCF

Le Quotidien du Peuple n'a pas été invité à la session du CC du PCF «ouverte à la presse». Il faut savoir que cette soit-disant ouverture était soigneusement organisée. Le PCF a choisi les journaux qu'il désirait inviter, «les grands journaux» comme dit le responsable de son service de presse, les journaux bourgeois en réalité. Cet épisode, qui n'est pas le premier, illustre plus que tout long développement la conception des libertés qui est celle du PCF : une liberté contrôlée, octroyée au compte-goutte, et excluant bien sûr les révolutionnaires. On est en droit de se poser la question : qu'en serait-il de la liberté de la presse, de la liberté d'expression si le PCF était au pouvoir ?

## Sommet Fabre-Mitterrand

## LES RECETTES RATÉES DE M. FABRE

● Bien qu'en paroles, tout soit conclu, les négociations continuent entre PS et MRG pour les investitures aux prochaines législatives. Lundi, une nouvelle rencontre a eu lieu, et mercredi Fabre et Mitterrand se rencontraient à nouveau.

Au point où en sont les choses, les radicaux ont obtenu de leur puissant allié 33 circonscriptions où ils pourront se présenter en bénéficiant du soutien dès le premier tour des fédérations socialistes. Sur ces 33 circonscriptions, 13 ont déjà un député MRG, et les 29 autres par contre, sont on ne peut plus aléatoires. La poursuite au finish de ces laborieuses négociations électorales illustre bien la situation de ce petit parti qu'est le MRG, coincé entre les deux grands de l'Union de la gauche, et incapable d'avoir une base militante, ne fut-ce que minime. Le congrès du mouvement, qui doit avoir lieu à La Rochelle à partir du 18 novembre, sera difficile pour Fabre. Il avait certes essayé de redorer son blason, et celui des MRG, en claquant la porte du premier sommet de la gauche, le 14 septembre dernier. Mais cette manœuvre publicitaire fut bien vite éclipsée par la rupture, bien réelle celle-là, qui intervint neuf jours plus tard.

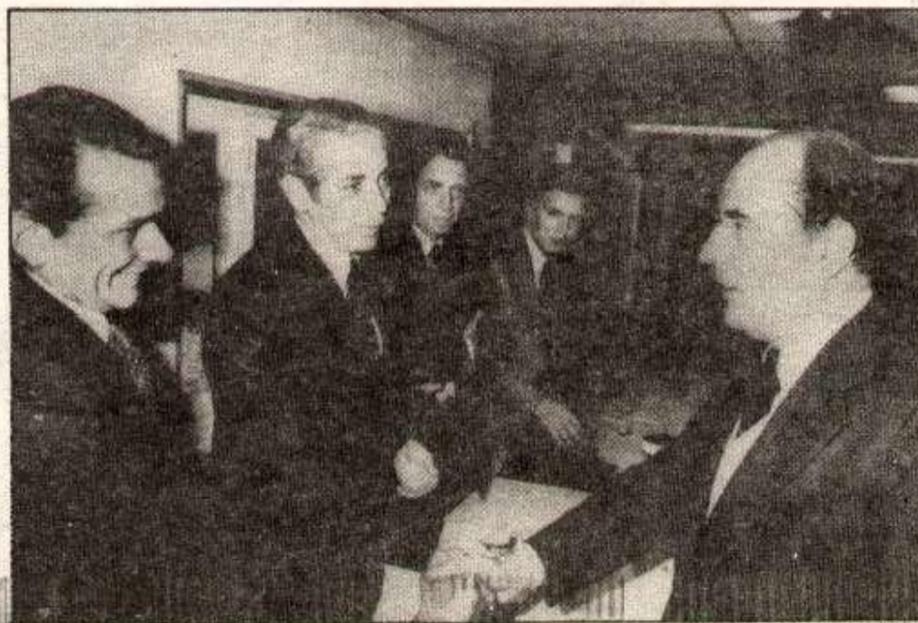
Depuis, Fabre a fort à faire pour maintenir la cohésion de son mouvement. La première attaque, la plus précise, vient de ceux qui, constatant la désunion de la gauche et le recul de ses probabilités de succès, se disent que

liés naturels» du PS, ils attendaient de celui-ci plus de concessions au niveau des investitures.

Eux aussi remettent en cause Fabre, accusé de ne pas faire le poids en face de Mitterrand. Toutes ces difficultés des MRG sont à rapporter à une réalité : au moment où l'Union de la gauche se divise, le PCF comme le PS se lancent dans de grandes campagnes d'explications et essaient de faire évoluer le rapport de forces en fonction de la puissance de leurs appareils. Que peut Fabre au milieu de tout ça ? Autour d'une table de négociation, il peut encore se faire entendre et, à la rigueur, claquer la porte. Mais quand la polémique se porte sur le terrain du

nombre de tracts diffusés ou du nombre de meetings tenus, il est impuissant. Pourtant non : face à ses détracteurs, face à ses puissants «alliés», Fabre tente de jouer une carte nouvelle : celle de l'écologie. N'a-t-on pas annoncé la présence de certains écologistes au congrès de La Rochelle ? Les MRG n'ont-ils pas soutenu le rassemblement de Malville ? Cette nouvelle recette ne saurait pourtant faire illusion : la conversion de Fabre à l'écologie est bien fragile, et surtout, comment convaincre-t-il sa «base», ses commerçants et autres notables de province.

Décidément, le groupuscule MRG restera un groupuscule !



## Klaus Croissant : manifestation le 15 novembre

Vingt six personnalités ont signé un appel à manifester le 15 novembre à Paris contre la menace d'extradition de l'avocat Klaus Croissant. En voici le texte :

L'avocat K. Croissant risque d'être extradé pour avoir osé défendre les militants de la RAF.

Avant même le procès du 2 novembre, M. Peyrefitte, ministre Garde des Sceaux, remettant en cause à la fois l'indépendance de la justice et le droit d'asile demandait cette extradition.

Et c'est le procureur Sadon — fait exceptionnel en pareil cas — qui est venu lui-même dans le prétoire, réclamer l'extradition de K. Croissant.

C'est donc clair, le gouvernement a décidé de livrer l'avocat K. Croissant aux prisons du gouvernement allemand, au moment où celui-ci multiplie les mesures répressives qui sont autant d'atteintes à la démocratie.

Nous ne pouvons laisser le gouvernement français remettre en cause un droit démocratique élémentaire, le droit d'asile politique. Un monde sans droit d'asile politique serait un monde invivable.

Nous appelons tous les travailleurs et démocrates à se mobiliser : nous leur demandons de manifester de la République à la Nation à 18 h 30 le 15 novembre, la veille de la décision de justice, pour affirmer leur volonté de défendre le droit d'asile politique et empêcher l'extradition de K. Croissant.

## Opération giscardienne au parti radical

Le dernier congrès du parti radical avait été l'occasion d'une tentative de prise en mains chiraquienne orchestrée par Edgar Faure. À l'époque, les mandats avaient coûté cher à JJSS, disait-on, pour parvenir à se faire porter à nouveau à la présidence de sa formation. Depuis, les critiques contre le premier ministre formulées par le député de Nancy, et sa menace de s'opposer à tous les partis de la «majorité» en 78, ont assombri le climat entre lui et l'Élysée ; aussi, un «groupe d'études et d'action : avenir radical socialiste», comportant toute une pléiade d'anciens ministres de Giscard, vient de se constituer parmi les radicaux. Il veut «contribuer à redonner au radicalisme sa place dans la démocratie française». Comme par hasard, c'est le titre du fameux livre de Giscard.

— Préparons nous à la lutte  
— Préparons l'alternative révolutionnaire

Que faire pour 78 ?

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE MARXISTE LÉNINISTE

DIMANCHE 27 NOVEMBRE PARIS

SALLE MUTUALITÉ 14 H

AVEC 6 DÉBATS :

- Quel est le véritable projet du PCF ?
- Quelle unité pour 78 ?
- Quel socialisme pour la France ?
- Où en est la situation internationale ?
- Qu'est-ce que l'euro-révisionnisme ?
- Français-Immigrés, une seule classe ouvrière

## Érythrée

Processus  
d'unification  
des forces  
de Libération

Les mouvements de libération érythréens ont poursuivi pendant plusieurs mois des discussions afin de parvenir à une unification de leurs forces. Ceci est à leurs yeux une garantie importante pour l'avenir. Actuellement la plus grande partie du territoire est libérée, les troupes éthiopiennes ne tiennent plus que les ports de Massouah et Assab dans lesquels sont concentrées de très fortes garnisons : ces deux ports sont d'une importance d'autant plus grande que la ligne de chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba est coupée par les combats d'Ogaden. A la veille de cette phase décisive pour la lutte de libération du territoire, l'unité apparaît comme très précieuse : qu'en serait-il si la libération marquait la recrudescence des oppositions entre les mouvements de libération si celles-ci ne pouvaient être aplanies sinon résolues auparavant ?

C'est dans ce cadre que se situe l'accord dont nous publions ici l'annonce officielle. Deux mouvements de libération sont parvenus à une unité ; les militants du troisième sont invités à s'y joindre, la volonté du peuple érythréen qui a voulu cette unification fera que l'application pratique de cet accord sera réalisé.

Plusieurs mois de rencontres consécutives et de dialogues laborieux entre les deux composantes de notre révolution ont abouti à créer un terrain favorable au processus de l'unification, objectif fondamental pour la victoire du combat libérateur de notre peuple. Ainsi, des représentants du Front populaire de Libération de l'Érythrée et du Front de Libération de l'Érythrée, réunis du 17 octobre 1977 au 20 octobre 1977, ont conclu à Khartoum, l'accord unitaire longtemps souhaité par notre peuple qui se dresse désormais comme un seul homme pour arracher son indépendance afin de restaurer l'État national démocratique en Érythrée.

Les deux Fronts sont parvenus à s'accorder sur les points suivants :

- 1) - Création d'une unique Organisation nationale démocratique en Érythrée.
- 2) Mise sur pied d'une direction politique commune.
- 3) Création de Comités communs dans les domaines :
  - a) militaire
  - b) représentation extérieure.
  - c) de l'information
  - d) économique
  - e) social.
- 4) Une direction politique est chargée de la préparation du Congrès unitaire duquel surgira une unique Organisation nationale démocratique en Érythrée.
- 5) Une réunion élargie regroupant les représentants des deux Fronts aura lieu le 20 novembre 1977 pour mettre en application

les différents points de l'accord.

La déclaration commune invite les militants de base des «Forces populaires de Libération à rejoindre l'un ou l'autre des deux Fronts conformément aux déclarations récentes de leurs dirigeants.

Les signataires de l'accord ont exprimé leur profonde gratitude au président Jaafar Mohamed Numeiri de la République démocratique du Soudan ainsi qu'à tous les frères qui ont déployé leurs efforts pour unir les composantes de notre révolution et apportent leur appui à notre juste cause et aux droits légitimes de notre peuple à la liberté et à l'indépendance.

Finalement, les signataires exhortent les amis et les forces éprises de liberté, de paix et de progrès à apporter leur soutien matériel politique et moral au combat libérateur du peuple érythréen à la lumière des réalisations accomplies à travers de longues luttes acharnées.

La déclaration commune a été respectivement signée par :  
Pour le F.P.L.E. : Issayas Afworki, Vice-secrétaire général ; Mohamed Said Bari, membre du bureau politique.  
Pour le F.L.E. : Ahmed Mohamed Naser, président du Conseil révolutionnaire et du Comité exécutif ; Abdallah Suleiman, responsable des Relations extérieures.

Bureau d'Information de l'Érythrée Front populaire de Libération de l'Érythrée.

## Agression israélienne au Sud-Liban

LE MASSACRE  
DE SANG-FROID

Les Israéliens ont lancé contre le Sud-Liban l'attaque la plus violente depuis deux ans. Mercredi à 8 h 10, quatre chasseurs israéliens ont bombardé les camps palestiniens de Rachidieh et El Bass, puis la ville de Tyr elle-même, ainsi que le camp palestinien de Bourj el Chemali. A 9 heures 30, c'est toute la zone littorale du Sud-Liban qui était bombardée ; les canons à longue portée étaient utilisés par les Sionistes à partir de la Palestine occupée, tandis que des vedettes croisant au large de Tyr et Nakoura, ouvraient le feu. Dans l'après-midi, Nabatieh et Khiam ont été bombardées à leur tour. Le bilan de ce pilonnage systématique est loin d'être complet, il dépassait mercredi soir la centaine de morts. Dans un seul village, à Hazzieh, 45 Libanais ont été tués. Les secours avaient juste commencé à s'organiser pour les 12 villages qui ont été touchés, en dehors de

Tyr et Hazzieh. De source palestinienne, un premier bilan faisait état de 60 morts dans les camps.

Le chef de l'Etat-Major israélien a expliqué ce massacre de sang-froid : «Le but de notre action a été de faire comprendre l'importance que nous attachons à la situation au Sud-Liban».

Par ce massacre, les autorités de Tel Aviv veulent notamment faire pression sur l'Etat libanais. Le week-end dernier, le président libanais se rendait à Damas pour discuter de l'application de l'accord de Chaura entre la Résistance palestinienne, la Syrie et le Liban signé en août dernier. Celui-ci prévoyait notamment la mise en place d'unités libanaises dans le Sud Liban où, en vertu de l'accord, l'armée syrienne ne peut intervenir actuellement. Lors de l'agression terrestre d'Israël il y a deux mois, les forces palestiniennes avaient été les principaux artisans de la

défaite infligée à l'armée sioniste. Celle-ci avait alors engagé le maximum de forces possible pour tenter de chasser les Palestiniens du Sud. En poursuivant au-delà, cela pouvait signifier le déclenchement d'une nouvelle guerre généralisée dans la région.

## SADATE ET ISRAËL

«Je suis prêt à me rendre à la Knesset pour discuter» a déclaré mercredi Sadate devant l'Assemblée populaire égyptienne, qui a ajouté que la seule alternative à Genève était une nouvelle guerre : «Nous ne sommes pas effrayés à l'idée de cette confrontation» a-t-il ajouté.

Après l'échec de cette tentative, Israël en tente une autre avec les bombardements systématiques

de populations : seulement la première opération n'a pas pu contraindre les Palestiniens à quitter le Sud, mais ceux-ci sont apparus comme une force capable de tenir en échec Israël et ils ont alors reçu un appui notable de la Syrie pour faire face à Israël.

L'agression israélienne va être au cœur des discussions entre les ministres des affaires étrangères arabes, qui s'ouvrent jeudi matin à Tunis. Elle a également suscité une activité diplomatique des Etats-Unis. Mercredi soir, Sarkis a rencontré l'ambassadeur américain à Beyrouth. Selon les agences de presse américaines, il lui aurait demandé de réactiver le cessez-le-feu qui avait été décidé le 26 septembre dernier. Le gouvernement sioniste, pour sa part, a également demandé aux Etats-Unis de faire respecter le cessez-le-feu tel qu'il l'entend, c'est-à-dire d'intervenir pour que les Palestiniens quittent le Sud.

## A propos du Sahara

DÉSACCORD  
ENTRE LES PARTIS BOURGEOIS

Le Front Polisario a vigoureusement dénoncé la présentation mensongère faite par Guiringaud devant l'Assemblée française, des entretiens de M. Chayet à Alger. Celle-ci est apparue très brutalement divisée, sur la manière de défendre la présence de l'impérialisme français dans le Nord Ouest africain. Aux Chirac et autres Soustelle qui en appellent ouvertement à une opération militaire, s'oppose la politique du PS, qui était la cible principale des membres du parti de Giscard. La politique du PS a été ainsi résumée par Franceschi : «le contact et la discussion sont toujours préférables aux cliquetis des armes». Ce n'est d'ailleurs pas tant que cette politique soit formulée, mais le fait qu'elle soit déjà engagée dans les faits, qui incommodent les giscardiens. Le PS ne fait pas mystère de ses contacts avec le Polisario depuis le début de cette affaire. Lors de la précédente affaire de coopérants, il y a un an, Mitterrand avait profité de sa visite en Algérie pour tenter de mener sa propre politique. Aujourd'hui Lionel Jospin, le ministre des affaires étrangères de Mitterrand est à Alger, menant une politique ouvertement différente de la politique de confrontation et de chantage à l'égard de

l'Algérie et du peuple sahraoui qui est actuellement celle de Giscard. Le quotidien officieux du PS présente cette visite comme une mission de «bons offices».

PRUDENCE  
AMERICAINE

Les USA ne semblent pas prêts à chasser les rangs derrière Giscard : les ministres des affaires étrangères marocain et algérien ont été respectivement reçus par Cyrus Vance. Selon APS, «Cyrus Vance a précisé que les Etats-Unis d'Amérique souhaitent voir le problème résolu dans la retenue et la modération par des voies pacifiques et non par le recours aux interventions militaires. Au demeurant cette position a été communiquée directement au ministre marocain des affaires étrangères». On apprenait cependant par la presse espagnole que l'Espagne avait envoyé à la Mauritanie pour six millions de dollars d'armes les 2 et 3 novembre et qu'un véritable pont aérien avait fonctionné du 9 au 15 octobre entre Madrid et Nouadibou, avant donc la disparition des deux Français, tandis que le gouvernement français peaufinait son projet d'intervention. Il est difficile d'envisager qu'une initiative militaire de cette importance ait été

entreprises par l'Espagne en dehors d'une bienveillante neutralité sinon d'un accord des USA.

Sur le terrain, les nouvelles les plus marquantes sont l'ordre de partir de Zouerate qu'ont reçu les journalistes après le début

de l'arrivée des troupes françaises et l'annonce par le Polisario de la mort de 58 soldats mauritaniens dans une bataille à Imoussane où il y aurait eu également 15 prisonniers.

Grégoire CARRAT

Le communiqué  
du Front Polisario

«Le ministre français des Affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, a évoqué hier devant l'Assemblée nationale française les entretiens que nous avons eus avec M. Chayet, l'émissaire du gouvernement français auprès du Front Polisario.

Le Front Polisario tient à préciser à ce sujet que durant lesdits entretiens il n'a jamais été question de préalables de notre part, comme l'affirme M. de Guiringaud.

C'est d'ailleurs sur la demande de M. Chayet, qui a estimé nécessaire de rendre compte à son gouvernement, que nous avons accepté la suspension provisoire des entretiens qui devaient reprendre dans deux ou trois jours. Aussi nous avons exprimé notre entière disposition à le recevoir à tout moment pour poursuivre les discussions engagées et cette disposition traduit clairement la volonté du peuple sahraoui de préserver les liens d'amitié et de fraternité avec le peuple français».

Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste  
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

Tribune  
libre



Achetez tous les jours  
Le Quotidien du Peuple  
dans le même kiosque

11 novembre 1918 : la guerre était terminée...

# A L'INTERIEUR : GREVES OUVRIERES ET PROFITEURS DE GREVE

Par Joëlle FECLAZ

Le 11 novembre 1918, avec la signature de l'armistice, c'est la fin de la boucherie. C'est aussi la fin d'une dure période de privations pour le peuple, et des fabuleuses fortunes d'une poignée de profiteurs qui se sont nourris de la guerre. C'est le moment aussi pour le peuple de savoir comment reprendre le combat contre une bourgeoisie avec laquelle se sont solidarisés dans l'Union Sacrée les chefs socialistes et syndicaux de l'avant-guerre.

Dans la perspective d'une guerre qu'elle croyait à coup sûr victorieuse et de courte durée, la bourgeoisie française avait suspendu toute activité économique. Devant l'évidence d'une guerre longue, il lui faut improviser la remise en marche d'une économie qui doit servir à la guerre : rappeler du front des ouvriers et des cadres, mettre au travail tous ceux qui peuvent l'être, implanter de nouveaux points d'industrie alors que le Nord et l'Est de la France sont occupés.

## CONTRATS FABULEUX POUR LES CAPITALISTES

Pour les capitalistes, c'est une époque de contrats fabuleux. La vente assurée de leur production au prix le plus favorable, qu'elle soit défectueuse ou pas : les obus, par exemple, n'éclataient pas ou trop vite, tuant les servants de batterie. Les Renault, les Michelin voient leur fortune décupler. Marcel Boussac monte une industrie des Toiles d'Avion.

tout acabit, étalent sans vergogne leur luxe et leur richesse dans la capitale, à Deauville et sur la côte d'Azur.

## DIFFICULTÉS POUR LES FAMILLES POPULAIRES

Pour les familles populaires, c'est l'aggravation rapide de conditions de vie déjà rendues difficiles par le départ des hommes au front. Les femmes sont massivement mobilisées dans les usines d'armement où les journées de travail sont longues, les installations industrielles précaires, génératrices d'accidents. Les prix grimpent en flèche : la viande atteint en 4 ans, cinq à six fois son prix initial ; le kg de beurre qui coûtait 3 F en 1914, vaut 11 F en 1918 ; le café, les pommes de terre, le chocolat, le charbon coûtent aussi cher que les produits de grand luxe. Or de 1914 à 1917, les salaires eux, n'augmentent que de 30 %. En 1917 le mouvement de grève devient massif. En 1918, il reprend et commence à prendre un caractère plus politique : le rôle

ternationalement organisée». Les chefs socialistes français avaient développé un effort incessant pour la précision de ces modalités d'action. Au moment où ils apprennent, le 3 août 1914, que les sociaux-démocrates allemands ont voté les crédits de guerre, en dépit de leur engagement devant la II<sup>e</sup> Internationale, le mouvement socialiste en France se trouve soudain en porte à faux. La grève générale envisagée n'était une arme de dissuasion que si elle était déclenchée simultanément en Allemagne et en France. Elle ne devenait maintenant plus possible. Les chefs socialistes français n'ayant envisagé à aucun moment, un autre mot d'ordre, ils avaient privé le mouvement ouvrier de toute autonomie. Et en août 14, l'impérialisme français était en position de force, il n'y avait en France, à la différence de la Russie, ni crise, ni encore moins de situation révolutionnaire. Au moment où l'invasion des troupes allemandes déferlait sur le Nord du pays, dans quelles conditions alors, avancer le mot d'ordre de refuser de se rendre au front ? Les chefs socialistes, d'ailleurs, se posaient-ils la question ? Le 4 août 1914, sur la tombe de Jaurès, se scellait l'union sacrée : Jouhaux, le chef de la CGT proclamait que le mouvement ouvrier assumerait avec enthousiasme ses tâches dans la guerre désormais «juste» qui allait commencer.

La défense nationale allait désormais justifier le chauvinisme et la collaboration de classe. Les socialistes participent activement au gouvernement de guerre. C'est à l'un des leurs, Albert Thomas, que la bourgeoisie confie la tâche de la remise en marche de l'économie pour la guerre. Il est au mieux placé

pour négocier avec les chefs syndicaux tout non retour à une organisation combattive. Ils soutiennent tous la propagande d'intoxication qui vise à faire croire à la victoire, à étouffer toute information sur la situation réelle du front, à censurer toute nouvelle sur les grèves de l'intérieur et les révoltes du front, qui condamne toute propagande en faveur de la paix.

Une petite minorité, cependant, se ralliera aux thèses de Lénine, puis aux proclamations de la révolution russe pour «une paix sans annexion, ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Elle se détachera du chauvinisme dominant pour fonder le comité pour la reprise des relations internationales. L'audience restreinte de ce comité ne lui permettra pas d'imposer son point de vue au sein du parti socialiste et organiser la classe ouvrière pourtant en lutte. C'est dans cette minorité, dans ce courant d'opposition à la guerre et à l'union sacrée que se formeront les groupes qui, quelques années plus tard favoriseront la naissance du PCF au Congrès de Tours (1920)

## NOUVELLES RIVALITÉS

De cette gigantesque boucherie fomentée par les impérialistes, allait naître une situation nouvelle. Face à la révolution bolchévique triomphante, l'union sacrée se ressoudait rapidement entre les ennemis d'hier : les troupes d'intervention françaises et anglaises se retrouvaient aux côtés des corps francs allemands pour tenter — vainement — d'écraser le nouveau pouvoir des ouvriers et des paysans.

Dans le camp impérialiste, des



rivalités nouvelles apparaissent. Face à l'Allemagne et la France considérablement affaiblies, commençait à poindre la puissance des États-Unis. La guerre en Europe leur avait permis de développer à une vitesse vertigineuse leur potentiel économique : ils avaient ravitaillé les armées alliées, en matériel et surtout en dollars, plaçant l'impérialisme français dans une particulière situation de dépendance. Ils pouvaient ainsi s'arroger au moment des négociations de paix, une position d'arbitre qui allait leur permettre d'intervenir dans les affaires européennes. Contre les velléités de l'impérialisme français à «faire payer l'Allemagne», ils soutenaient un traité de paix plus modéré et œuvraient par la suite au redressement de l'impérialisme allemand. La 2<sup>e</sup> guerre mondiale était en germe.



Marius Berliet installe ses usines à Lyon et s'occupe des transports. Schneider coordonne l'ensemble des industries d'armement. La dynastie Citroën commence à s'édifier. Le jeune polytechnicien, propriétaire d'une petite usine d'engrenages, installe une miraculeuse fabrication d'obus, quai de Javel. Commerçants, industriels, trafiquants de

exemplaire de la révolution russe commence à être connu dans les masses. Mais il est vite réprimé. La classe ouvrière privée de perspectives révolutionnaires ne peut aller plus loin.

## L'UNION SACRÉE ET LA DÉSORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Avant même le déclenchement de la guerre, la propagande contre la guerre impérialiste avait été importante, impulsée par la CGT et le parti socialiste. Face au danger de guerre, les partis sociaux-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale avaient avancé le mot d'ordre de «grève générale ouvrière simultanément et in-

Dans notre numéro d'hier, les textes intitulés «L'enfer des tranchées» étaient tirés du livre «Le feu» de Henri Barbusse. Les photos comme la publicité d'aujourd'hui étaient extraites d'un numéro de la revue «Le peuple français».

**LES ANIMAUX DE "GIBBS"**  
(Type unique)

LE BOCHE

LA VICTOIRE DE GIBBS

**LA VICTOIRE DE GIBBS**

Le pire des animaux, « le Boche », alléché par le savon et la pâte dentifrice GIBBS...

*De nos boyaux montait une bien douce odeur  
Que semblait exhaler quelque invisible fleur.  
Les Boches tout ravis redressèrent la tête.  
Ils nous trouvèrent tous, coquets, comme à la fête,  
Et tenant dans les mains les produits merveilleux  
Dont Gibbs fit don à l'homme, en le rendant heureux.  
Et que pour nous combler, en ces beaux jours  
[d'étrennes,  
Nous avaient adressés de gentilles marraines.  
Et... les Boches se virent tant hirsutes et pouilleux  
Que de notre bien-être ils devinrent envieux.  
Laisant tomber alors fusils et grenades,  
Ils levèrent les bras en criant : « Kamarades ».*

Dans les tranchées : UN POILU à GIBBS  
EMMANUEL P.  
1<sup>er</sup> Génie, 71<sup>e</sup> section de projecteurs  
Secteur postal 197

Des fortunes colossales ont été accumulées pendant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale par les Renault, Citroën, Schneider, Berliet. Ces marchands de dentifrice et

pilules diverses se sont livrés à des publicités particulièrement racistes et ignobles.

# abonnez-vous



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRmi
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

### et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.
- Ou parmi les livres :
- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
  - + La Commune en bandes dessinées
  - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
  - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
  - Les enfants de Xishe (Haoran)
  - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
  - La Commune de Paris (Lissagaray)
  - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
  - L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

### Parmi les disques :

- Ken Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Vive la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile  Resistencia
- Neussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

# manifeste

## pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste



### sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

#### Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)  
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Miments (10%)  
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Athanail (10%)  
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)  
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)  
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)  
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire  
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)  
226, rue Duguesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)  
Rue Sainte (1°)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)  
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue Froide
- Nantes** Librairie 71  
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Crises  
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes  
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois  
25, rue du Valois (1°) (10%)  
Les Joueurs de A (12% liv. politiques)  
9, rue des Lions St-Paul (10%)  
L'Harmattan  
18, rue des Quatre Vents (6°) (10%)  
Tschann  
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)  
Plasma  
41, rue Saint Honoré (10%)  
33% sur les Ed. P.-J. Oswald  
7, rue de l'École Polytechnique (5°)

#### Rams

#### Cinémas

- Paris** Saint Séverin  
12, rue St-Séverin (5°)  
Tarif étudiant : 10 F  
La Clef  
21, rue de la Clef (5°) (tarif étud.)  
Seine Cinéma -  
8 rue Frédéric Sauton - Paris 5°  
Cinématographe  
44, cours Suchet (2°)  
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)  
Le Canut  
32, rue Laynaud (1°) (tarif étud.)
- Lyon**

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date : .....

Mode de versement :  en une fois  en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## PROGRAMME TÉLÉ Jeudi 10 novembre

## TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Assemblées parlementaires  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Richelieu, Film TV de Jean-François Chiappe

21 h 25 - L'évènement  
22 h 30 - Allons au cinéma  
23 h 00 - Journal et fin

## A 2

18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 20 - Ouvrez l'œil  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Un taxi en or, Emission de Guy Lux  
21 h 50 - Un homme, un jour  
*Emission de Jean-Marie Cavada.*  
Olivier Guichard, le 13 mai 1958. Guichard, un des hommes de confiance de De Gaulle, ne nous dira certainement pas grand-chose sur les dessous du 13 mai 1958 qui permit à De Gaulle de revenir au pouvoir.  
23 h 05 - Journal et fin

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre, le PCF  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Cinéma français 1968-1976 : Peau d'âne, film de Jacques Demy (1970) avec Catherine Deneuve. La fable de Perrault revue par Jacques Demy.  
21 h 55 - Journal  
22 h 10 - Réussite, Le Quartz français  
22 h 25 - Fin

## Vendredi 11 novembre

## TF 1

20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Au théâtre ce soir  
22 h 20 - Regards sur l'histoire : le 1561<sup>e</sup> jour. Emission de Jean-François Chiappe. L'amnistie du 11 novembre 1918.  
20 h 00 - Journal  
23 h 00 - Journal

## A 2

20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les diamants du président  
21 h 30 - Ah ! Vous écrivez ?  
22 h 50 - Ciné-club : Cadet d'eau douce. Film américain de Charles Reisner (1928), avec Buster Keaton. Un excellent film de Keaton.  
23 h 55 - Fin

## FR 3

19 h 05 - Max Jacob  
19 h 10 - Les animaux et leur survie  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Vendredi : Spécial information  
21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire  
22 h 25 - Journal et fin

## Samedi 12 novembre

## TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Auto-moto  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Numéro un. Sacha Distel. Emission de variété  
21 h 30 - Le riche et le pauvre. Feuilleton américain.  
22 h 20 - La musique est à tout le monde. La musique de la Garde Républicaine.  
22 h 50 - Journal et fin

## a 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes. Les baleines  
18 h 00 - Course autour du monde  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Ouvrez l'œil  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Les Rebelles. Film TV d'après les romans de Chabrol. L'embellie. Clergumont petit village cevenol vit intensément la victoire du Front Populaire.  
22 h 10 - Questions sans visage  
23 h 00 - Drôle de baraque.  
23 h 35 - Journal et fin

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Samedi entre nous  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Cavalcade : la camargue  
20 h 30 - Drôle de jeu. Film TV d'après le romain de Vaillant. Pierre Kast ami de R. Vaillant a fidèlement adapté son roman pour le petit écran  
22 h 20 - Journal et fin

# A propos du livre Civils si vous saviez

Du collectif François Malbosc

Cahiers libres 328  
François Maspéro

Ecrit par un collectif répondant au nom de François Malbosc, ce livre se donne deux objectifs. Dans une première partie, le collectif décrit la vie quotidienne dans les casernes, avec son cortège d'injustices et de brimades gratuites. Il décrit les méthodes appliquées par l'appareil militaire pour annihiler en nous toute personnalité. Dans la deuxième partie, le collectif effectue un voyage au sein des comités de soldats, montrant leur activité, leur pratique, dénonçant la répression qui les frappe.

Ce livre a la qualité d'être facile à lire, hormis quelques passages plus complexes, tel celui où l'on parle de Kafka et l'absurde, et celui qui traite des frustrations sexuelles.

Il est également l'illustration exacte de ce qu'est la réalité du service militaire (le règlement, la discipline, les traditions, les réactions des gars, leur

détresse et leur colère lors de l'incorporation). Mais au niveau de la réalité, ce livre a des limites que le collectif reconnaît lui-même. C'est en effet la vie des soldats de l'armée de l'air qui est surtout décrite dans le livre. L'armée de l'air est connue pour être, des trois armes (terre, air, mer) la plus «démagogique». Le règlement et la discipline sont appliqués avec plus de «souplesse» que dans l'armée de terre par exemple.

En ce qui concerne l'analyse faite des comités de soldats, mis à part l'évocation de quelques expériences de luttes dans les casernes, le livre est surtout marqué par les limites de la réflexion des comités de soldats. L'impression qui se dégage est que ce livre écrit, il est vrai il y a plusieurs mois, date. Aujourd'hui, l'ouvrage du collectif F. Malbosc ne colle plus à la réalité politique et, d'autre part, il

n'apporte aucun élément d'information sur l'armée, sa stratégie, le pourquoi de sa réorganisation actuelle. L'analyse est pratiquement inexistante sur cette question.

Un sujet n'est également pas abordé dans ce livre, celui de l'armée au service du peuple. La réflexion sur ce que sera l'armée et quel sera son rôle lors de l'instauration du socialisme en France manque.

Les limites de ce livre tiennent au fait qu'il ne débouche pas sur des perspectives concrètes. Où en sont les comités de soldats et quel rôle peuvent-ils encore jouer au sein de l'armée, comment expliquer leur actuelle «inaction», dû il est vrai à la très sévère répression qui les frappe depuis quel temps ?

Un appelé



Faillite à droite, cassure à gauche

**QUE FAIRE POUR 78?**

Le Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste  
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

# Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Editions Denoël

115<sup>e</sup> épisode

— Ça sert à rien, c'est trop tard.  
Je lui en voulais de son scepticisme et de son incrédulité.

Le 27 mai, il me téléphona. Je finissais de dîner. Nous n'avions pu nous voir le soir, il était retenu.

— Ça va. On m'a promis quelque chose pour le 15 juin. Ce n'est pas encore sûr. Il y a bon espoir. Je vais essayer de venir ce soir.

— Ce soir ?  
— Oui. Dans une demi-heure, une heure.  
Je pensai au gérant et à ses remontrances.  
— Viens après onze heures, personne ne te verra passer.

— C'est trop tard, c'est l'heure des cueillettes. Tant pis, on se verra demain.

— Il y a la manifestation demain. Je ne sais pas quand elle finira.

— Ah, la manifestation !  
Je laissai passer l'ironie.

— Bon, je fais mon possible et je viens après onze heures. Si j'étais empêché...

— Tu me téléphonerais demain. Viens ce soir, Arezki. Mais prends garde au gérant. Et si je sortais pour t'attendre quelque part ? Nous rentrerions ensemble, ce serait plus prudent.

— Non, attends-moi dans la chambre.

Mais j'attendis en vain. Le 28, je me levai dans un état voisin de l'ivresse. J'ouvris la fenêtre, je regardai la rue, l'horizon sans fumées, la ligne orange au ras des toits qui annonçait une chaude journée. Nous travaillâmes jusqu'à midi. Lucien me manquait. Je l'imaginai dans la verdure d'Aincourt, écurante comme une sucrerie à ses yeux affamés d'asphalte et de pavés. Puis en groupe, nous primes le métro. Pour s'y engouffrer, il fallait s'écraser, disparaître entre les épaules des métallos, des postiers, des maçons. A chaque station, de nouveaux groupes cherchaient à monter dans les rames surchargées. Les mêmes qui se querellaient le soir pour un coup de pied, un frôlement, riaient et s'appelaient camarades. Le métro passait, tel un fleuve où confluaient d'innombrables rivières d'hommes porteurs de banderoles, de pancartes, de calicots roulés, de drapeaux. Certains, les plus âgés, arboraient des cravates rouges. Des ouvriers m'entouraient que s'il voyait l'océan qui submergeait la place de la Nation ?

Gilles vint près de moi.

— Alors, Élise ? Ça y est !

— Oui, je crois que cette fois, ça y est.

— C'est 36, dit Daubat derrière moi.

— Les étudiants...

Ils déplaient leurs banderoles. Lettres, médecine, Antony...

— Et voilà Renault !

Le fer de lance de la classe ouvrière avançait sous les applaudissements.

Nous marchâmes jusqu'à la République, nous donnant le bras et criant des slogans. Nous aurions marché bien plus loin encore. A la République, un jeune fou grimpa sur la statue et la fleurit. Paris entier, cœur et membres, était là qui n'arrivait plus à se disloquer. Des hélicoptères survolaient la foule. Quelqu'un, derrière moi, dit :

— Et si les paras débarquaient ?

— Qu'ils y viennent... !

Nous sauvions la République, nous étions le nombre, invincible et uni. Le garçon qui venait de parler ressemblait vaguement à Lucien. Il différait par l'expression résolue et tranquille de son visage, sa silhouette plus étoffée.

A suivre

## L'impérialisme français et le Sahara

DE LA COLONISATION  
À LA CONFRONTATION

Par Grégoire CARRAT

●Après deux années de résistance à l'invasion marocaine, le peuple sahraoui s'est imposé au niveau international. Selon un rapport américain, la guerre au Sahara aurait coûté 15 000 morts et prisonniers au régime marocain. Cette résistance a mis en échec jusqu'à présent la réalisation des convoitises des voisins et les projets impérialistes. L'engagement de l'impérialisme français tout au long de ces deux années est allé en s'amplifiant. Les préparatifs militaires français, les menaces de Hassan indiquent que nous sommes peut-être à la veille d'un tournant important. Quelles sont les racines de l'engagement de plus en plus important de l'impérialisme français et pourquoi celui-ci organise-t-il une escalade qui peut conduire à une guerre entre l'Algérie et le Maroc ?

LA PÉNÉTRATION  
COLONIALE  
ET L'OPÉRATION  
«ÉCOUVILLON»

L'engagement de l'impérialisme français contre le peuple sahraoui est ancien. Dès la constitution de son empire colonial, il intervient au Sahara pour garantir sa domination sur les pays voisins. Ce fut le

cas de 1910 à 1913. A la suite de la défaite des armées sahraouies au Maroc, les Français firent de nombreuses incursions au Sahara. Dans le peuple, les conteurs rappellent encore la destruction de Smara par le colonel Muret, l'incendie au cours duquel fut détruite la précieuse bibliothèque contenant 5 000 manuscrits, la

plus importante du désert. Ce fut le cas de 1934 à 1936 où l'armée française intervint pour installer les Espagnols et tenter de liquider ainsi les bases arrière du mouvement de résistance à sa pénétration en Mauritanie.

Ce fut à nouveau le cas en 1958. Devant la menace de voir le Sahara libre au moment où commence l'exploitation des mines de Zouerate, et alors que la guerre de libération fait rage en Algérie, l'état-major français met au point avec l'état-major espagnol l'opération «Ouragan» pour laquelle la part que doit prendre la France est baptisée «Écouvillon». Le 25 janvier 1958, elle commence : 5 000 hommes, 70 avions pour la France ; 7 000 hommes, 60 avions pour l'Espagne. Lorsqu'elle s'achève le 24 février 1958, c'est la paix des cimetières.

Pour le colonialisme espagnol, l'armée française apparaît comme une sorte de tuteur. La France garantit à l'Espagne la domination du Sahara. Elle lui impose des conditions : lors du tracé des frontières, l'Espagne sera obligée d'abandonner la zone de Zouerate qui fait une échancrure bizarre dans ces frontières tracées au cordeau : la France s'attribuait l'importante mine de fer. Commentant cet accord, les journaux espagnols de l'époque parlent de «l'abandon du Rio de Oro». Le négociateur es-

pagnol, dit-on, se suicida.

RAFFERMIR  
LA DOMINATION  
SUR L'OUEST  
MAGHRÉBIN

Si dans le passé, l'impérialisme français cherchait avant tout à garantir son domaine colonial, il cherchera, lorsque l'Espagne sera contrainte de se retirer, à raffermir sa domination sur l'Ouest maghrébin en s'engageant aux côtés de Hassan et Ould Daddah. C'est d'abord un engagement politique, un refus de reconnaître tout droit à l'indépendance. C'est aussi un engagement militaire. En 1975 est mis en place le plan Mar-rakech par lequel est créé un véritable pont aérien entre la France et le Maroc en vue de la guerre qu'Hassan prépare pour s'emparer du Sahara. En décembre 1975, quelques jours avant l'entrée en guerre de la Mauritanie, Ould Daddah vient en France pour la première fois depuis onze ans ; les accords de coopération sont raffermissés.

L'impérialisme français cherche avant tout à consolider son rôle dans la région, même au prix d'une dégradation des relations avec l'Algérie si elle s'oppose à ses intérêts. Car si la France n'a que peu d'intérêts directs dans les mines de Bou Craa que convoite le Maroc, ils sont par contre

importants à l'échelle de cette région de l'Afrique qu'un Sahara libre pourrait contribuer, par son influence, à rendre précaire. C'est notamment le cas de la Mauritanie : depuis plusieurs années elle a pris tout une série de mesures conduisant à une moindre dépendance et elle pouvait être amenée à en prendre d'autres, tandis que le dernier bastion colonial tombait avec le départ des Espagnols.

En soutenant les ambitions et les convoitises marocaines, Giscard liait le régime de Hassan encore plus étroitement maître de la région, garantissant du même coup et d'une manière relativement durable la présence française dans la région.

DES RIVALITÉS  
IMPÉRIALISTES  
CONTRE UN PEUPLE

Ces intérêts convergent dans une large mesure avec ceux de l'impérialisme américain qui pouvait voir dans l'existence d'un Sahara indépendant une menace contre ses projets de repli des bases de l'OTAN sur les Canaries, les îles de Cap Vert et des Açores, et trouver par contre une garantie dans la colonisation marocaine sur la région. Les USA voyaient là un moyen sans doute de restreindre l'influence de l'Algérie au sein du Tiers-Monde. Le Maroc fut encouragé à

partir de 74, dans le cadre de la politique de Kissinger de confrontation avec le Tiers-Monde. Ils ne rencontraient dès le départ qu'une sourde opposition de la part de l'URSS qui avait entrepris de développer sa pénétration en même temps de la tension existant entre l'Algérie et le Maroc pour livrer massivement des armes à l'Algérie, dont l'armée a été modernisée au cours des deux dernières années. C'était peut-être l'occasion pour elle d'effectuer une percée décisive en Algérie, alors que jusqu'à présent elle n'avait pu avoir aucun moyen de pression pour obtenir des facilités telles que l'utilisation de la base de Mers-el-Kébir, les armes étant toujours payées directement.

Le peuple sahraoui se trouvait à la veille de son indépendance au cœur d'une rivalité entre diverses puissances impérialistes qui voulaient agir sur ses voisins, et s'assurer la domination sur la région. Le prix qu'elles voulaient lui en faire payer était son existence même.

GISCARD NE PEUT  
PARVENIR A SES FINS

Pour Giscard, les premiers résultats apparaissent en Mauritanie. Un coup d'arrêt a été donné aux mesures d'indépendance. La question des remboursements de la MIFERMA a été réglée comme le voulaient les anciens propriétaires et les versements ont commencé : les conseillers techniques français sont réapparus en force. 50 officiers français assurent l'instruction des sous-officiers mauritaniens à l'école militaire d'Atar. Les relations avec le Maroc se sont renforcées, par la collaboration militaire principalement, les relations entre les états-majors et les livraisons d'armes.

Mais fondamentalement il n'est pas parvenu à ses fins : loin d'avoir été réglé en quelques semaines, le problème sahraoui continue d'exister. La faiblesse de l'armée mauritanienne a amené le Maroc à prendre en mains une partie de la défense de la Mauritanie, les aspirations de «nettoyage» de l'armée marocaine, depuis l'exode, se sont soldées par une série d'échecs. Elle a subi des défaites significatives tant au Sahara même, qu'en Mauritanie et au Sud du Maroc. C'est dans ce contexte que Giscard a préparé et engagé l'escalade, la disparition de coopérants français exposés dans les zones de combat n'a servi que de prétexte pour la justifier.

## Le Sahara et ses voisins

Historiquement, les relations du peuple sahraoui avec ses voisins sont très riches : longue lutte commune avec les tribus mauritaniennes et avec les tribus du Sud Maroc. Les hasards du découpage, au gré des intérêts coloniaux ont laissé de part et d'autre de la frontière des gens de même souche et de même tradition. Cette frontière, qui fut d'abord un partage des zones entre impérialistes, n'a jamais véritablement empêché les parcours traditionnels de s'effectuer, maintenant des liens séculaires. La violence de la répression espagnole a, entre autres, contraint à l'exode des Sahraouis en grand nombre, tant au Maroc qu'en Mauritanie. Ces coups furent l'une des bases de l'organisation de la lutte de libération.

En ce qui concerne les pays, aucun ne soutint la lutte du peuple sahraoui avant mai 1975. L'Algérie, le Maroc et la Mauritanie signèrent en 1973 un accord par lequel les trois chefs d'Etats ont «réaffirmé leur attachement indéfectible au principe de l'auto-détermination et leur souci de veiller à l'application de ce principe». Ces engagements furent trahis par Hassan II qui recevait un fort appui américain dès 1974, dans la perspective de créer des difficultés à l'Algérie, alors en pointe dans la lutte des pays du Tiers Monde.

Aujourd'hui, le chef du parti le plus expansionniste, Boucetta, est ministre des Affaires Etrangères. L'Istiqal qu'il dirige revendique toute la Mauritanie, Tindouf et une partie du Sahara algérien. Dans la pratique, la guerre du Sahara a été l'occasion pour le Maroc d'imposer sa tutelle à la Mauritanie. Celle-ci qui avait revendiqué le Sahara dans les années 60, puis avait renoncé, renouvelle ses prétentions, s'allie avec le Maroc par un accord secret en octobre 1974.

Ces prétentions divisent profondément le Maghreb, d'abord parce qu'elles foulent aux pieds les engagements pris par les 3 pays existants, ensuite parce que la perspective qu'elles soutiennent de voir se constituer un verrou, sous l'égide marocaine, à l'ouest du Maghreb, est manifestement une menace contre l'Algérie.

Aussi, lorsqu'il apparut que l'Espagne était vaincue et que le Front POLISARIO organisait véritablement la population, l'Algérie ne ménagea-t-elle pas son soutien à la revendication d'indépendance et à l'organisation qui en était porteuse, le POLISARIO. Cela a donné lieu à une aide ample, notamment en offrant un refuge sur une partie de son territoire aux populations obligées de fuir le génocide, et en offrant toutes les facilités d'actions au POLISARIO.

L'enjeu pour l'Algérie est de taille : il s'agit de la physionomie du Maghreb, de l'équilibre des forces et de sa place. C'est pourquoi, bien que cela la désigne comme une cible pour le régime marocain et que cela menace de l'entraîner dans une guerre, l'Algérie a, jusqu'à présent, maintenu son soutien pour la poursuite de la guerre d'indépendance au Sahara.

## L'escalade

Les raisons immédiates pour lesquelles Giscard a déployé plusieurs milliers d'hommes prêts à intervenir sont d'enrayer le processus par lequel le Polisario s'affirme toujours plus sur le terrain comme au niveau international. Mais plus fondamentalement c'est tout un pan de sa politique africaine qu'il veut défendre.

En commençant d'envoyer des soldats en Mauritanie, son but est de consolider le régime mauritanien qui chancelle. Ni les forces marocaines, ni les officiers français sur place, ni l'apport logistique de certains types de coopérants n'y sont parvenus jusqu'à présent, d'autant moins que les troupes marocaines engagées sur différents fronts parviennent de moins en moins bien à les tenir.

A l'heure actuelle, la menace est utilisée comme un moyen de chantage diplomatique : chantage à l'égard de l'Algérie pour qu'elle réduise son soutien au Front Polisario, chantage à l'égard du front pour qu'il accepte

une éventuelle solution négociée. Jusqu'à présent les tentatives de règlement séoudiennes ou sénégalaises qui ont vu le jour depuis l'invasion ont avorté : elles avaient comme point commun de vouloir régler le problème par un accord des pays voisins du Sahara par-dessus la tête des sahraouis. La dernière tentative amorcée la semaine dernière par la Libye, au point mort aujourd'hui, est plus grave car elle émane d'un gouvernement qui avait affirmé jusque là son soutien à la lutte du peuple sahraoui.

Cette menace a eu cependant deux conséquences importantes : l'URSS a pour la première fois depuis longtemps pris position dans le conflit affirmant qu'elle était «contre toute intervention étrangère au Sahara» et que le Polisario devait être partie de tout règlement.

Il est à noter que la déclaration de l'URSS a coïncidé dans le temps avec la visite de Jalloud, 1<sup>er</sup> ministre libyen, en France. Il y a une certaine

parenté : l'URSS ne prend pas partie pour l'indépendance du peuple sahraoui, mais seulement, sous prétexte de s'opposer à toute ingérence extérieure, elle entend s'imposer comme arbitre nécessaire pour un «règlement» qu'elle laisse dans le flou.

La menace d'intervention française fait peser la menace d'une intervention plus directe d'autres puissances impérialistes, notamment de l'URSS.

La seconde conséquence c'est la menace formulée par Hassan lors de l'anniversaire de la «marche verte», c'est celle d'une intervention en Algérie, sous prétexte du «droit de poursuite» : «droit» invoqué par le colonialisme français pour faire des incursions au Maroc et en Mauritanie, lors de la guerre d'Algérie, «droit» invoqué par l'impérialisme US, pour envahir le Cambodge durant la guerre d'Indochine... C'est la menace d'une guerre déclenchée par le Maroc contre l'Algérie.